L'HUMANITÉ rouge

Prolétaires de tous les Pays, Peuples et Nations opprimés, UNISSEZ-VOUS !

I F Boite Postale 134, Paris-20e
C.C.P. H.R. : N° 3022672 - LA SOURCE

HEBDOMADAIRE D'INFORMATIONS ET D'ETUDES MARXISTE-LENINISTE AU SERVICE DES LUTTES DES OUVRIERS, PAYSANS ET INTELLECTUELS

1re ANNEE
JEUDI 24 JUILLET 1969
N° 22

Après le Congrès d'Issy-les-Moulineaux

SOCIAUX-DÉMOCRATES et RÉVISIONNISTES : bonnet blanc et blanc bonnet

On pourrait dire du Parti socialiste tel qu'il est sorti du congrès d'Issy-les-Moulineaux ce que disait Pompidou du gaullisme après de Gaulle pendant la campagne présidentielle et après son élection à l'Elysée : tous deux se placent sous le double signe de la continuité et du changement, mais il est clair que si la nécessité du changement est affirmée en paroles, c'est la continuité qui l'emportera dans les faits.

Pour le Parti socialiste, la chose n'est pas nouvelle. Dès le 20 mai 1945, s'adressant aux secrétaires des Fédérations socialistes, Léon Blum prononçait cette phrase qu'on pourrait croire tirée des débats du récent congrès de l'ex-S.F.I.O. :

« Il faut à la fois que nous donnions l'impression de la continuité et l'impression du renouvellement. Il faut que nous montrions tout à la fois que nous sommes toujours le Parti socialiste, le même Parti socialiste, et que nous sommes en même temps un Parti socialiste renouvelé, rajeuni, transformé ».

C'était à l'époque où il venait de publier un livre qui fit grand bruit, « A l'échelle humaine », écrit quatre ans plus tôt en prison à l'heure où les communistes animaient la Résistance, ce qui ne l'empêchait pas de les traiter de « nationalistes étrangers », comme un officier nazi devait lancer à ceux qui seraient fusillés : « Communistes pas français ! »

Belle continuité que celle-là puisque c'était un député socialiste qui avait déjà demandé en 1939 une balle dans la nuque pour les militants communistes. La défaite consommée, nombre de dirigeants socialistes se retrouvèrent dans les divers organismes créés par le gouvernement de Vichy, en particulier dans les syndicats corporatistes, apportant leur caution à un Etat fantoche qui traquait en même temps les communistes. L'abandon de l'Espagne républicaine avec la proclamation par le gouvernement Blum de la politique de « non intervention », le sabordage du Front populaire après le sabotage de son programme par les mêmes dirigeants socialistes, l'approbation enthousiaste des accords de Munich avaient préludé à cette singulière façon d'assumer les responsabilités d'un parti qui se réclamait de la classe ouvrière.

Moins de trois ans après la Libération qui les avait amenés sous la pression populaire à adopter provisoirement une politique unitaire à vrai dire à double courant, et avec les communistes, et avec le M.R.P. qui avait alors récupéré l'essentiel des forces réactionnaires, les dirigeants socialistes, présidents de la République et du Conseil en tête, excluaient sur intervention américaine les communistes du gouvernement où ils avaient dû les tolérer (1). Entre temps, alors que des élections législatives avaient donné aux deux partis, pour la première et la dernière fois, la majorité absolue à la Chambre des députés, ils avaient refusé de constituer un gouvernement qui répondit à cette situation inédite et persévéré dans l'union tripartite à laquelle allait bientôt se substituer la fameuse Troisième Force, sans les communistes de nouveau pourchassés, en 1947 et 1948, à l'issue de grèves d'une ampleur sans précédent depuis le front populaire. Le social-démocrate Jules Moch, ministre de d'Intérieur, rivalisant dans la répression et la provocation avec son sanglant précurseur allemand Noske, massacreur des Spartakistes, la grève, disait-il, est inspirée de l'étranger qui alimente le mouvement en fonds par l'intermédiaire de la C.G.T. et du Parti communiste. Les porte-parole de ce dernier avaient alors beau jeu de prouver du haut de la tribune parlementaire que si fonds étrangers il y avait c'était ceux, américains, qui avaient alimenté le nouveau syndicat Force ouvrière, instrument de la scission au sein de la C.G.T., nouveau méfait récent des sociaux-démocrates, et ceux qui avaient aidé « le Populaire », organe de la S.F.I.O. à sortir de ses difficultés financières.

Il faut se souvenir que c'est de cette époque que datent les structures de l'Etat policier que nous connaissons aujourd'hui, que le colossal renforcement de l'appareil répressif de l'Etat bourgeois, particulièrement des C.R.S., de leur recrutement et de leur équipement, est l'œuvre de Jules Moch qui, à nouveau ministre de l'Intérieur le 13 mai 1958, allait cette fois se montrer d'une insigne faiblesse contre les conjurés gaullistes et incapables de briser leur rébellion, alors qu'il n'avait pas hésité, en 1948, à

(Suite page 3).

Le 20 Juillet, le Vietnam ou la Lune

En février 1968, la grande offensive du Front National de Libération du Sud-Vietnam décime les agresseurs U.S. : en 45 jours, 2 200 avions détruits, 150 000 ennemis hors de combat (dont 45 000 yankees et satellites), 200 000 soldats fantoches se débandent ou rejoignent le camp du peuple.

Depuis un an et demi, chaque semaine, ce sont encore 10 ou 20 bases attaquées, des bataillons U.S. anéantis, des milliers de soldats fantoches qui désertent.

Les agresseurs en sont réduits à « tenir » dans leurs bases constamment assiégées. Quant à la « pacification », elle se réduit à des bombardements au hasard par les B 52, jusque sur les faubourgs de Saigon.

A Paris, forcés de s'asseoir à la table de négociation, les impérialistes yankees ne veulent pas accepter leur défaite ; ils continuent leurs manœuvres, manipulant les marionnettes qu'ils ont mises en place à Saigon pour masquer leur rôle d'agresseurs ; ils veulent maintenir leur domination au Vietnam Sud.

Le pouvoir populaire révolutionnaire s'organise : partout, malgré les bombes, des élections ont lieu pour mettre en place la nouvelle administration jusque dans les villes encore sous le joug de l'ennemi.

Début juin, le peuple vietnamien se donnait un « Gouvernement Révolutionnaire Provisoire de la République du Sud-Vietnam », au sud de la démarcation militaire provisoire du 17e parallèle (selon les termes mêmes des Accords de Genève sur le Vietnam du 20 juillet 1954). (1).

⁂

Il y a donc quinze ans que la France coloniale s'avouait enfin battue : que le peuple vietnamien, après son historique victoire de Diên Biên Phu couronnait neuf longues et héroïques années de luttes armées, pouvait panser ses blessures, se recueillir sur ses héros innombrables, bâtir enfin la paix. Cependant, instruits par le glorieux Parti du Travail du Vietnam, ils ne « démobilisaient » pas et s'attaquaient, dans un pays dévasté par l'impérialisme, aux très lourdes tâches de construire le socialisme au Nord du 17e, et défendre les clauses des Accords de Genève (neutralité, élections de réunification) au Sud.

A l'époque, l'immense Chine Populaire voisine avait à peine cinq ans d'existence, et sortant d'une héroïque période de luttes armées populaires, se donnait des tâches aussi lourdes et exaltantes, à une bien plus vaste échelle encore.

⁂

L'un et l'autre peuple de ces pays venaient de vaincre des adversaires apparemment bien plus puissants. Ils les avaient défaits « bouchée après bouchée », en appliquant

(Suite page 2).

Suite au verso

SOUSCRIPTION NATIONALE A L'" HUMANITÉ-ROUGE "

TOTAL PRECEDENT		32 878,20 F
Palisse	La Hume (camping)	20 — F
O.P. de C.	Paris	250 — F
G. S.	Paris-5e	5 — F
P. C.	Evron	5 — F
C. JC.	Vert Galant	40 — F
P. M.	Plonéour	5 — F
C. G.	Paris-15e	20 — F
Sympathisant	Chelles	5 — F
C.D.H.R.	Rennes	50,60 F
C.D.H.R.	Hyères	10 — F
C.D.H.R.	Montrouge	250 — F
C.D.H.R.	Paris-20e	800 — F
C.D.H.R.	Aix	15 — F
C.D.H.R.	Marseille	45 — F
O.P.C.	Paris	15 — F
M. M.	Toulouse	80 — F
H. C.	Indre	10 — F
C.D.H.R.	Le Havre	13 — F
Groupe H.R. Climax Fr. S.A.	Tours	100 — F
C.D.H.R. versement juillet	Noisy-le-Sec	280 — F
C.D.H.R.	Loir-et-Cher	100 — F
TOTAL GENERAL		34 996,80 F

DISPOSITIONS POUR FIN JUILLET ET AOUT

Nous rappelons que le présent numéro est le dernier publié au cours du mois de juillet. Le prochain sortira le 14 août, mais ne sera pas vendu dans le circuit commercial. Nos fidèles lecteurs ne le trouveront donc pas en kiosques, mais nous le leur adresserons volontiers, sur leur demande appuyée d'un règlement d'un franc sous bande ou d'un franc quatre-vingt sous pli fermé.

Cette mesure nous évite une perte de l'ordre de plusieurs milliers de nouveaux francs. Nous espérons donc qu'elle sera comprise et par nos amis lecteurs et par nos camarades des C.D.H.R. (qui recevront comme d'habitude les exemplaires destinés à la diffusion militante).

***

Précisons, par ailleurs, qu'une brochure sera éditée en supplément d'un numéro de la première quinzaine de septembre, dont le contenu permettra sa diffusion ultérieure : il s'agit du « Programme du Parti communiste indonésien (P.K.I.) », actuellement engagé dans la lutte armée à la tête du peuple indonésien contre le gouvernement fasciste de Djakarta.

Dans notre courrier...

Nous publions volontiers cet extrait d'une lettre de lecteurs qui nous apportent une critique fort pertinente, et renvoyons nos lecteurs à la passionnante lecture de « La question nationale » de Staline (Editions de Tirana).

H.R.

Camarades,

Nous vous écrivons pour vous faire part de nos critiques concernant l'*article sur le social-impérialisme russe* (H.R., numéro 19). L'article aborde, en fait, deux points :

— le social-impérialisme ;

— le rôle de Staline sur un point donné.

Nous pensons, d'une part, qu'il était *inutile de mélanger* ces deux questions dans un seul article afin d'éviter des ambiguïtés (...). Nous pensons que le passage consacré au camarade Staline est mauvais. On s'y contente de raconter un fait, très important, sur la déportation des tatars en signalant que le camarade Staline y a eu une bonne part de responsabilité mais qu'il n'est pas le seul !

De deux choses l'une : ou bien on a les documents pour analyser plus en détail le rôle de Staline et la lutte entre les deux voies dans le P.C.U.S. sur cette question afin d'en tirer des leçons ; ou bien ces documents manquent et la question n'est pas abordée dans ces termes. De toute façon, il ne fallait pas mettre *unilatéralement* l'accent sur cette question mais montrer également le rôle positif important du camarade Staline *sur la résolution de la question nationale.*

La guerre a instruit le peuple, et le peuple gagnera la guerre, la paix et aussi le progrès.

MAO TSE-TOUNG.

20 Juillet... (Suite de la page 1)

de façon combien créatrice les principes léninistes éprouvés. Celui de « l'homme, le capital le plus précieux » ; *celui de* « compter d'abord sur ses propres forces », *forces invincibles d'un* Parti révolutionnaire *éprouvé, dirigeant un* Front Uni *et* l'armée populaire ; *celui de compter aussi, en second lieu, sur* l'internationalisme prolétarien, *au premier plan duquel existait alors la grande Union Soviétique de Staline.*

Staline mort, la contre-révolution Khrouchtchévienne a provisoirement tué cette Union Soviétique là.

Mais Mao Tsé-toung et Ho Chi-minh guident aujourd'hui comme hier leurs peuples, voisins et « unis comme les lèvres et les dents ». *Ces peuples qui, avec d'autres, comme l'héroïque peuple albanais notamment, font aujourd'hui l'immense admiration des masses populaires dans le monde entier, pour la clairvoyance, la ténacité et l'ardeur révolutionnaire avec lesquels ils combattent et construisent leur avenir... et un peu le nôtre.*

***

« C'est à travers les difficultés et les vicissitudes que grandit le nouveau. Ce serait une pure illusion de croire que sur la voie du socialisme, on peut éviter les difficultés et les détours, qu'on peut se passer de faire le maximum d'efforts, qu'il suffit de se laisser pousser par le vent et que le succès vient facilement. »

MAO TSE-TOUNG.

Aujourd'hui, et pour avoir tourné le dos à cette voie, l'Union Soviétique révisionniste en est réduite à jouer au chat et à la souris avec les Etats-Unis, à propos de l'expédition-lune... (et entre deux agressions contre les frontières chinoises).

Les impérialistes américains mettent, eux aussi et à leur façon, « la politique aux postes de commande ». En l'occurrence à la commande d'Apollo 11, qui vient à point nommé pour faire diversion au moment où « rien ne va plus » pour le Pentagone ou la Maison Blanche, *du Vietnam à l'Amérique Latine en passant par le Moyen-Orient... et les bastions impérialistes eux-mêmes ; sans compter bien entendu que les Américains comme leurs « partenaires » privilégiés révisionnistes escomptent bien que le prestige de leurs expériences scientifiques pourra ternir un temps celui des victoires révolutionnaires de la Révolution Culturelle et de la propagation de la pensée marxiste-léniniste du président Mao, qui redonne courage et espoir à tant de révolutionnaires dans le monde...*

***

Tout comme le chemin de fer ou la T.S.F., créations scientifiques de l'ère capitaliste, servent en dernière analyse au développement de la société socialiste, le jour viendra où la pensée scientifique révolutionnaire, le marxisme-léninisme, s'appliquera avec fruit aux explorations extra-terrestres.

Pour le moment, l'aspect scientifique, positif, de la « course à la lune » reste hélàs bien secondaire par rapport à la campagne contre-révolutionnaire qu'elle suscite sur les plans idéologique comme politique.

Le « Spécial-Lune » de l'Humanité-Dimanche du 20 juillet en est un bel exemple, qui réserve une terne demi-page au Vietnam, « pour la forme », à côté des pages d'évasion vers la... Lune, le tiercé ou les produits publicitaires !

***

« Apollo 11 » rappelera surtout aux centaines de millions « d'esclaves coloniaux » et aux dizaines de millions d'Afro-Américains, de Porto-Ricains et de citoyens blancs-Américains ruinés, que ce sont eux qui alimentent l'odieuse opulence impérialiste U.S., sa démente politique de domination militaire dans laquelle s'insère la conquête stratégique de la lune : la NASA est un organisme militaire dont le budget est de l'ordre de celui de la France...

« Apparemment puissants » les impérialistes, et tous leurs complices seront réduits à l'état de « tigres en papier » par leurs victimes : c'est ce que rappelle justement le 20 juillet... 1954, en ce qui concerne les impérialistes français.

Quant à nous, ce 20 juillet restera la date anniversaire des Accords de Genève, qui marque aussi la 16e année d'immixtion et d'intervention directes des impérialistes américains au Vietnam, prenant vainement la relève de « notre » sale guerre d'Indochine par une criminelle escalade, à faire pâlir de jalousie Hitler lui-même.

Ce 20 juillet le président Ho Chi-minh rappelait encore à Hanoï que le peuple vietnamien héroïque se battra jusqu'au départ du dernier agresseur.

Le gouvernement révolutionnaire du Sud a provisoirement cette tâche sacrée en main et bien en main ; avec l'appui du Grand-Arrière, la République Démocratique du Vietnam, et le soutien internationaliste des peuples du monde entier, au premier rang desquels 700 millions de Chinois, plus que jamais forts de posséder la science révolutionnaire du camarade Mao Tsé-toung

VIVE LA VICTORIEUSE GUERRE REVOLUTIONNAIRE DU PEUPLE VIETNAMIEN ! A BAS L'IMPERIALISME AMERICAIN ET SON COMPLICE REVISIONNISTE SOVIETIQUE !

(1) *L'étape* de « Gouvernement Révolutionnaire Provisoire de la République du Sud-Viêt-nam » correspond d'ailleurs, dans les conditions concrètes du Viêt-nam, à celle que Mao Tsé-toung appelait de « *Démocratie Nouvelle* », qui fait alliance avec la bourgeoisie nationale (patriote) contre l'envahisseur et ses laquais (bourgeoisie compradore et grands féodaux). Lire notamment, de Mao Tsé-toung, « Pour la parution de *Le Communiste* »(tome II des Œuvres choisies).

Une semaine de luttes dans le Monde

ZONE DES TEMPETES

- *VIET-NAM.* — Les étudiants de Saigon, pour protester contre la préparation militaire obligatoire qu'ils doivent suivre pendant l'été, occupent la Faculté des Lettres.
- *LAOS.* — Echec d'une offensive réactionnaire pour reprendre Muong Suy, pris par les forces populaires il y a quelques semaines. La position de Muong Suy est la plus importante de tout le dispositif U.S. fantoche au Laos.
- *MALAISIE.* — Plusieurs milliers d'étudiants malais manifestent à Kuala Lumpur contre la politique du Premier Ministre réactionnaire Abdul Rahman et le brûlent en effigie.
- *BRESIL.* — Destruction de trois stations de télévision.
- *NICARAGUA.* — A la suite de violents combats entre des forces de guérillas et l'armée, manifestation de soutien des étudiants : la police tue deux étudiants.
- *URUGUAY.* — La grève des ouvriers des frigorifiques atteint les 100 jours, tandis que celle des employés de banque dure depuis plus d'un mois.

PAYS CAPITALISTES

- *IRLANDE DU NORD. — Nouvel essor de la lutte pour les droits démocratiques.*
  A la suite de provocations réactionnaires, la population de Londonderry, Lugan a dressé des barricades et s'est battue pendant deux nuits contre la police. A Belfast, de nouvelles manifestations ont eu lieu le 16 juillet.
- *GRANDE-BRETAGNE.* — Grève de plus de 100 000 techniciens des P.T.T. Manifestation des grévistes dans toutes les grandes villes.
- *U.S.A.* — A Youngstown (Ohio), révolte et manifestations de la population noire contre les brutalités racistes de commerçants blancs.

et en France

PROLONGEMENT DES LUTTES

- *ETABLISSEMENT POUR ENFANTS ASTHMATIQUES A GRASSE :* le personnel du château de Malbosc occupe l'établissement depuis le 30 juin contre la fermeture du centre et contre les licenciements.

DIMANCHE 13 JUILLET

- *ROUBAIX* : deux militants anti-révisionnistes sont arrêtés par les forces de répression et écroués.

MARDI 15

- *BERGER, ENTREPRISE DE PEINTURE A LA COURNEUVE :* débrayage pour les revendications.
- *SUD-AVIATION A LA COURNEUVE :* débrayage pour les revendications.

MERCREDI 16

- *ASSISTANCE PUBLIQUE DE PARIS :* grève de 24 heures des monitrices et directrices des écoles d'infirmières pour un statut de double fonction, infirmière et enseignante.
- *AUX PAPETERIES DE PONT-SAINTE-MAXENCE (OISE)* : grève de 24 heures pour la parité des salaires féminins et autres revendications.
- *S.G.E. A GENTILLY : (filiale de la C.G.E.) :* 150 monteurs tiennent un meeting pour leurs revendications.

JEUDI 17

- *JAEGER A CAEN :* débrayage des métallos contre les mauvaises conditions de travail (chaleur de 40°) et pour les revendications.
- *BERTHEL A SOTTEVILLE-LES-ROUEN :* débrayage pour la distribution de boissons fraîches et pour les salaires.
- *BAILLARD A NEUFCHATEL-EN-BRAY :* les travailleurs de la fonderie se mettent en grève pour l'aménagement des horaires, pour une prime de casse-croûte et de chaleur.
- *C.I.M.A. A CROIX, banlieue de Roubaix :* la répression policière se poursuit contre des militants dénonçant le révisionnisme, un militant est appréhendé et un domicile est perquisitionné.

VENDREDI 18

- *AUX PAPETERIES DE NANTERRE :* débrayages pour les revendications.
- *ELLIOT A CORBEIL (ESSONNE) :* débrayage pour les salaires, pour le 13e mois et la défense des acquis.
- *KODAK A SEVRAN :* débrayages pour les revendications.
- *S.T.C.O. A LA ROCHE-BERNARD (LOIRE-ATLANTIQUE) :* manifestation des ouvriers de l'entreprise de fabrique de tuyaux d'assainissement contre les licenciements.
- *ETAMPES :* manifestation pour la réintégration d'un militant licencié par l'imprimerie S.N.E.I. et pour la défense des libertés syndicales.

ÉDITORIAL (suite de la page 1)

faire tirer au canon de 35 mm contre les barrages mis en place par les mineurs d'Alès, et pour cause. N'est-ce pas les dirigeants socialistes qui allèrent chercher de Gaulle dans sa retraite de Colombey ? N'est-ce pas Guy Mollet, entré comme vice-président du Conseil dans le premier gouvernement gaulliste, qui fut l'un des principaux artisans de la Constitution de la Ve République ? Il y avait là encore une belle continuité depuis qu'en 1956 Guy Mollet élu pour faire la paix en Algérie avait au contraire intensifié la guerre, cédé à toutes les exigences des forces colonialistes et nourri l'agitation factieuse par sa politique de capitulation devant ces exigences, sans parler de l'agression impérialiste contre Suez, dont il fut l'un des exécutants.

Mais on n'en finirait pas de rappeler les crimes des sociaux-démocrates contre notre classe ouvrière, sans oublier leur rôle dans l'appareil d'Etat, souvent dénoncé ailleurs où ils sont au pouvoir, en Grande-Bretagne, au Danemark ou en Suède, mais non moins écatant en France même où le porte-parole du P.C.F. pouvait en novembre 1948 dénoncer au cours de la grande grève des mineurs ce rôle néfaste en des termes qui, soit dit en passant, mettaient en lumière la mystification des nationalisations en « démocratie » bourgeoise :

« Demandez donc à MM. de Peyerimhoff et autres de reprendre aujourd'hui les houillères ! Ils vous répondront que leurs intérêts sont beaucoup mieux défendus par les valets des capitalistes, les gérants loyaux qui siègent au gouvernement, que par eux-mêmes. En effet, comme il se produit souvent, en pareil cas, les valets sont plus cruels que les maîtres ».

La classe ouvrière a donc tout lieu de continuer à être vigilante à l'égard de ces individus qui usurpent le titre de socialistes et, derrière le paravent des mots, s'apprêtent toujours à un nouveau mauvais coup contre les travailleurs. Déjà Blum demandait jadis à son Parti d'abandonner la lutte des classes, poursuivant cette politique « ambiguë, balancée et comme honteuse d'elle-même » qu'il reconnaissait avoir été celle de son Parti avant la guerre. Guy Mollet s'est fait depuis l'idéologue de la lutte contre la dictature du prolétariat. Après avoir été les artisans de divers truquages électoraux, de l'abandon de la représentation proportionnelle, etc. pour limiter l'entrée au Parlement des représentants des travailleurs, les dirigeants socialistes ont été les hommes de toutes les compromissions avec la bourgeoisie, et les voici aujourd'hui qui prétendent repousser du pied ces mêmes compromissions, rejeter les combinaisons avec les forces réactionnaires. Quelle palinodie, ce discours de Guy Mollet à Issy-les-Moulineaux, dans lequel il répudie toute la politique qui fut de tout temps la sienne sans avoir la pudeur de présenter cette répudiation comme une auto-critique mais agissant comme si cette politique n'avait jamais été la sienne !

Bien sûr, la cuisante défaite, sans précédent, du Parti socialiste aux récentes élections, inspire ces propos hypocrites. Les dirigeants socialistes, une fois de plus, veulent tenter de redorer leur blason auprès des travailleurs par une phraséologie plus proche de ce qu'ils ressentent ; ayant payé le prix de leur longue trahison, ils veulent faire croire qu'ils en ont tiré les leçons et qu'ils ne recommenceront plus, quitte à se contredire, sur le problème de l'alliance centriste, sur les rapports avec le P.C.F., etc. à quelques semaines d'intervalle. Il faut être les dirigeants révisionnistes pour sembler croire à ces pures intentions et prétendre que de brillantes perspectives sont ainsi ouvertes à l'unité ouvrière. Entretenir cette illusion n'est rien moins qu'une nouvelle trahison de leur part. C'est le fait des gens qui ont eux aussi dans leur bissac un lourd handicap d'abandons, d'abdications, de compromissions, de reniements.

Les propositions concernant la ligne générale du mouvement communiste international formulées en 1963 par le Parti communiste chinois soulignent : « La social-démocratie est un courant idéologique bourgeois. Lénine a indiqué, il y a longtemps, que le parti social-démocrate est un détachement politique de la bourgeoisie, qu'il est l'agent de cette classe dans le mouvement ouvrier et son principal pilier social. Les communistes doivent, en toutes circonstances, tracer une ligne de démarcation bien nette entre eux-mêmes et le Parti social-démocrate sur les questions fondamentales de la révolution prolétarienne et de la dictature du prolétariat, et liquider l'influence idéologique de la social-démocratie au sein du mouvement ouvrier international et parmi les masses ouvrières ».

Cela n'est pas moins valable à l'égard des révisionnistes qui s'apprêtent encore une fois à duper les travailleurs par une alliance fallacieuse avec un Parti qui, renouvelé ou pas, n'a pas d'autre rôle à jouer que celui d'agent de la bourgeoisie et de fourrier du fascisme. La pression populaire, en particulier l'action vigoureuse des marxistes-léninistes, a fait éclater en Italie à la fois le Parti social-démocrate et l'alliance qu'il avait conclu avec la réaction cléricale. C'est encore la pression populaire qui contraint les sociaux-démocrates français à ces apparences de rajeunissement mises au point à Issy-les-Moulineaux. La classe ouvrière, après l'expérience de mai 1968, ne peut pas s'accommoder de cette comédie. Elle rejettera tôt ou tard, au même titre, sans se laisser prendre à leurs pièges, aussi habiles soient-ils, ces deux frères jumeaux que sont le parti socialiste et le parti révisionniste.

H. R.

(1) Il va sans dire que la question de la participation ministérielle des communistes après la Libération ne peut être traitée ici et constitue, à elle seule, un sujet d'étude particulier.

DÉVELOPPONS NOTRE PROPAGANDE SUR LA NATURE DU POUVOIR D'ÉTAT!

Camarades,

Envoyez-nous vos réalisations locales (tracts, affiches, études, etc.).

Mettez à profit vos temps libres pour mettre au point votre matériel de propagande, etc.

Ci-contre, une affiche réalisée par des camarades du Mans.

2 AFFICHES MARXISTES-LÉNINISTES

Le P « C » F donne aux travailleurs, comme perspective, une « démocratie avancée ouvrant la voie au socialisme ». Déjà en 1919 Lénine luttait contre cette politique de trahison :

« Messieurs les opportunistes, tournant en dérision la doctrine de Marx « enseignent » au peuple : Le prolétariat doit d'abord gagner la majorité au suffrage universel, recevoir ensuite par le vote de cette majorité le pouvoir d'état et, après seulement sur cette base de la démocratie conséquente (d'aucuns disent pure) organiser le socialisme.

Mais nous, forts de la doctrine de Marx et de l'expérience de la révolution russe, nous disons :

Le prolétariat doit d'abord renverser la bourgeoisie et conquérir pour lui- même le pouvoir d'état, et, ensuite utiliser ce pouvoir d'état, c'est-à-dire la dictature du prolétariat, comme l'instrument de sa classe, afin de gagner les sympathies de la majorité des travailleurs ».

(Extrait de « Les élections à l'assemblée constituante et la dictature du prolétariat »).

En 1919 les opportunistes traîtres à la classe ouvrière, dont parle Lénine, s'appelaient Kautski, Bauer, Guesdes, etc.

En 1969 ils se nomment Waldeck-Rochet, Seguy et compagnie.

Comité Marxiste-Léniniste, PARIS-17e.

« Du moment qu'il existe, le CAPITAL règne sur toute **la société, et aucune République** démocratique, **aucune** loi électorale **n'y change RIEN. » (Lénine. De l'Etat).**

L'ETAT ET SON APPAREIL

• LA POLICE ET L'ARMEE	Exemple : en Mai 68, la police réprime le mouvement étudiant et ouvrier (Sochaux, Flins). — Rapprochement Massu - de Gaulle. — Libération de Salan.
• LA JUSTICE	Exemple : dissolution des organisations ouvrières et étudiantes comme le P.C.M.L.F. (Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France).
• L'INFORMATION	Exemple : exclusion des grévistes de l'O.R.T.F. — Propagande éhontée pour le OUI au Référendum.

au service de :

LA GRANDE BOURGEOISIE DES MONOPOLES	Haute finance, industrie, haute administration. Exemple : Pompidou au service de l'Etat et de la haute finance (Rotchild). Aussi le problème central pour les travailleurs est d'**abattre** cet **Etat et son appareil.** Sachons tirer **les enseignements** de la tempête révolutionnaire de Mai 1968.
EN MAI 1968	— est-ce par un bulletin de vote ?... — est-ce par un programme commune de la « gauche » que l'appareil d'Etat au service des grands monopoles fut ébranlé ? NON !
NON ; CE FUT	— par la grève générale des travailleurs à la base qui surprit syndicats et gouvernement ! — par l'occupation des usines et des facultés. — en opposant la violence révolutionnaire à la violence de la police de la bourgeoisie.

Comité de Base M.L.

UN DES TRACTS DU COMITE DE BASE DE TUDOR :

SUR LA PRIME D'INSALUBRITÉ

Les ouvriers de Tudor-Lille touchent une prime d'insalubrité dans les ateliers où existe un risque de maladie. Les taux sont les suivants :
0,22 F de l'heure pour tartinage-malaxage ;
0,14 F de l'heure pour fonderie ;
0,10 F de l'heure pour montage (0,14 pour les metteurs en bac).

Lorsque nous avons présenté la question à la direction, il nous a été répondu : « Ici, à Nîmes, vous la touchez déjà, elle est intégrée à votre salaire ». Un papier nous a, en effet, été mis sous les yeux disant que les salaires étaient établis en tenant compte des conditions d'insalubrité.

Or, cela ne nous avait jamais été précisé jusqu'à présent. La prime d'insalubrité n'a fait l'objet d'aucun affichage, d'aucune mention sur nos bulletins de paye, où pourtant une notation spéciale est prévue.

La raison ? Nous savons que dans les premiers mois de fonctionnement de l'usine tout a été fait pour minimiser les risques de maladie, pour cacher qu'il y avait réellement insalubrité. A quelque poste qu'on nous mettait, on ne nous disait jamais les risques courus.

Et voilà qu'à présent nous réclamons une prime d'insalubrité et on nous annonce que « nous la touchions sans le savoir » ! Nous ne sommes pas d'accord, d'autant plus qu'à Lille nos camarades la touchent en plus de leur taux de base qui est égal ou supérieur au nôtre.

LE RENDEMENT

Depuis le 1er mars, nous sommes au rendement sur les chaînes. Ainsi quelqu'un qui gagne 3,50 F de l'heure à l'allure 80, en gagnera 3,80 à l'allure 100.

En dépit d'importantes économies de personnel au montage et à la charge et d'efforts accrus de notre part, l'allure est restée autour de 83 au mois de mars, ce qui nous a fait 3 centimes de l'heure d'augmentation.

« Une amône pour se crever », disions-nous avant la grève. Nous ne devons pas beaucoup en attendre pour améliorer nos mini-salaires.

QUELQUES CHIFFRES :

100 batteries de plus par jour nous rapporteront au maximum 5 centimes de l'heure soit pour 9 heures de travail et 40 ouvriers intéressés : $5 \times 9 \times 40 = 1\,800$ AF. Sur une base de 10 000 AF la batterie, cela procurera à la maison : $100 \times 10\,000 = 1$ million d'AF.

Le chiffre d'affaires de la C.G.E. pour 1968 a été de 456 milliards d'anciens francs, ce qui donne pour 65 000 salariés une moyenne de 7 millions par salarié et par an.

Pour l'usine de Nîmes, sur une base de 800 batteries par jour à 10 000 AF pièce et 220 jours ouvrables, cela donne un chiffre d'affaires de 1,8 milliard, soit environ 30 millions par salarié et par an.

Décidément, la batterie rapporte gros : c'est une branche particulièrement productrice.

Mais quelle part nous revient, de toute cette valeur créé par notre travail ?

D'un côté on empoche des milliards, de l'autre on nous marchande des centimes.

RENFORÇONS NOTRE SOLIDARITE FACE A LA RAPACITE DES PATRONS !

Comité de Base de Tudor (Nîmes).

6 mois d'activité du Comité de Base de Tudor (Nîmes)

Rien de tel qu'une grève bien organisée et victorieuse pour rendre les ouvriers combatifs. Chez *Tudor*, nous en avons fait l'expérience.

Lorsque, regroupés dans un Comité de Base, nous avons déclenché une grève illimitée en janvier dernier, 20 camarades sur 60 ne nous ont pas suivis. Pour la plupart de ces vingt-là, c'était par *manque de confiance*. Notre grève ne leur paraissait pas « légale », pas assez « dans les formes » : nous n'étions affiliés à aucun syndicat et nous ne voulions pas l'être, nous n'avions pas de délégués. « Il faut donner un préavis, prévenir l'inspecteur du travail, demander conseil à l'Union locale, etc. Si vous faites grève seuls, on vous mettra à la porte. » Ce point de vue défaitiste, cette tendance à confier l'affaire aux syndicalistes professionnels de l'Union locale, cette peur de sortir du cadre « légal », cela c'est la manifestation de l'idéologie révisionniste chez les ouvriers.

Mais lorsque nous sommes rentrés victorieux, ces camarades durent modifier leur conception des choses. Le patron avait cédé, personne n'était licencié, la C.G.T. et le P. « C. » F. avaient tenté en vain de briser la grève (*voir H.R. numéros* 2 *et* 3).

Par la suite, le Comité de Base continua à fonctionner. Lorsqu'un problème se posait, on se réunissait chez un copain, on écrivait un tract. Tout le monde était informé de l'activité des délégués, et peu à peu les tracts aiguisaient la conscience de classe des ouvriers. *Ceci liquida le défaitisme.*

Aussi, lorsqu'un copain fut mis à pied pour « faute » dans le travail, *toute l'usine débraya* comme un seul homme à la pause suivante (c'était en avril). Quinze jours plus tard, une grève d'avertissement déclenchée pour accélérer l'octroi d'une prime d'insalubrité fut suivie *à plus de* 90 %. Tous ceux qui avaient travaillé en février faisaient grève en mai, à deux exceptions près. La combattivité était telle que cette dernière grève, prévue pour une demie-journée, dura en fait deux jours : une fois dehors, la majorité des grévistes décidérent d'attendre devant la porte le P.D.G. de Paris, qui ne vint que le lendemain, « *pour lui montrer* ».

Et bien entendu, la lutte a payé. Nos multiples actions nous ont valu, outre un « style de direction » très assoupli, des augmentations appréciables : de 3,40 F de l'heure en janvier, nous sommes passé à 3,80 en juin avec en plus une prime de transport de 1 F par jour. A Nîmes, c'est un cas unique, *et il commence à être connu.*

Notre seul exemple n'a cependant pas suffit pour faire surgir des Comités de Base dans toutes les usines de Nîmes. Ce que nous avons réussi, nous l'avons dû à la possibilité de faire dès le départ, avant et pendant la formation du Comité de Base, une propagande anti-révisionniste *de l'intérieur*. C'est ce patient travail de propagande préalable qui nous a ensuite permis de bien orienter le Comité de Base, et de remporter des succès dans la lutte économique et politique.

Le mur du révisionnisme peut être percé dès maintenant dans chaque entreprise, et une fois percé la combativité des ouvriers se libère d'elle-même. Voilà ce que prouve notre expérience. Mais pour cela il faut des camarades liés aux masses dans chaque usine, et *décidés* à mener complètement ce patient travail de propagande anti-révisionniste. Il faut des ouvriers marxistes-léninistes. Former et organiser de tels militants, voilà la tâche du moment.

Correspondant H.R. Tudor.

L'ÉCHEC D'UNE GRÈVE (Nice)

(SPADA : entreprise de bâtiments et travaux publics. 850 travailleurs répartis sur différents chantiers.)

Le 2 juin, la direction de l'entreprise SPADA décide de modifier les horaires des travailleurs sur les chantiers du Var, ce qui entraîne des diminutions de salaire ; les ouvriers mandatent alors deux délégués pour obtenir des compensations aux pertes de salaires. Aucun résultat. Le 11, à 6 heures du matin, les deux équipes ont une entrevue avec la direction ; le patron ne voulant rien savoir, **la grève est déclenchée.**

Le jeudi 16 juin, réunion du comité d'entreprise ; le patron et les délégués du syndicat autonome proposent des sanctions (mise à pied) contre les deux délégués, sur l'avis de l'inspecteur du travail, qui avait décrété que la grève était illégale. **Les délégués C.G.T. au Comité d'Entreprise croient sur parole l'inspecteur du travail et s'abstiennent lors du vote !**

La faute étant tout de même trop énorme, les délégués C.G.T. reviennent ensuite sur leur attitude. Mais, à une nouvelle réunion du C.E., le patron, les délégués autonomes et le délégué des cadres sont majoritaires et le C.E. vote le licenciement des deux délégués C.G.T.

En riposte, les travailleurs décident de se mettre en **grève illimitée.** Ils exigent la réintégration immédiate des deux délégués, le respect du droit syndical dans l'entreprise, et la satisfaction des revendications des travailleurs du chantier du Var.

La grève est populaire. Les travailleurs des autres entreprises sont solidaires de ceux de chez SPADA ; des débrayages se produisent aux T.N.L., chez les municipaux, chez Vernier, à Rallye Jobert, etc.

Mais la C.G.T., au lieu de développer les mouvements de soutien, d'intensifier la lutte à la base, va employer sa tactique démobilisatrice bien connue : délégations à la préfecture, négociations multiples avec le patron ; une délégation est envoyée à Paris au ministère du Travail, qui joue les arbitres entre les travailleurs et leurs exploiteurs !

Mais, malgré toutes les belles promesses du ministère, le fait est là : le patron refuse obstinément de réintégrer les deux délégués.

Le 15 juillet, le travail a repris, **sans qu'aucune revendication ait été satisfaite !**

QUELLES LEÇONS TIRER DE CET ECHEC ?

Certes, chez SPADA, la lutte posait des problèmes : dispersion des travailleurs sur de nombreux chantiers ; un certain nombre d'ouvriers ont moins de 6 mois de boîte, et passent d'entreprise en entreprise ; le syndicat C.G.T. n'existe que depuis mai 1968, et il n'y a pas eu de luttes dans le passé (la boîte a 46 ans) ; de plus, dans l'entreprise, l'aristocratie ouvrière est assez nombreuse, et forme naturellement la base du syndicat autonome, toute dévouée au patron.

De ce fait, le pourcentage des grévistes n'a été que de 50 %.

Mais justement, à cause de toutes ces difficultés, il fallait faire tous grève, expliquer sans trève que tous ses efforts pour populariser la les travailleurs sont concernés, que le droit syndical et le droit de grève sont en question, que ce qui est arrivé aux délégués chez SPADA arrivera demain dans toutes les usines.

Camarades, ce qui permet aux travailleurs d'obtenir la satisfaction de leurs revendications, c'est un rapport de forces favorable. L'action des délégués, des militants, du syndicat, doit avoir pour objectif de modifier le rapport des forces au profit des travailleurs, de créer ce rapport de forces favorable. C'est sur leurs propres forces, sur le soutien de la classe ouvrière, que les travailleurs doivent compter, et non pas attendre quoi que ce soit des « arbitrages » du préfet ou du ministre.

Ce qu'il faut, ce ne sont pas des délégations aux « autorités » bourgeoises, c'est l'unité à la base et dans l'action, c'est la lutte classe contre classe. Et puisque la C.G.T. ne mène plus cette lutte de classe implacable, comme ses statuts l'exigeraient pourtant, les travailleurs reconstruiront une grande centrale syndicale révolutionnaire, en avançant pas à pas, comité de base après comité de base, dans l'action, par l'action et pour l'action.

Correspondant H.R.

RICHARD-CONTINENTAL (Lyon)

POUR LA DEFENSE DE L'EMPLOI A RICHARD-CONTINENTAL ET DANS LES AUTRES ENTREPRISES DE LYON-VILLEURBANNE.

(...) D'après les syndicats dits « représentatifs », on ne peut pas lutter contre les licenciements qu'ils considèrent comme « inévitables » (voir l'accord national sur l'emploi du 10 février 1969, qui reconnaît au patronat le droit de licencier, de muter, de déclasser le personnel à sa guise).

A les entendre, tout ce que l'on peut faire, c'est arrondir les angles, quémander de petits arrangements, tels que l'augmentation de la prime de déclassement ou de licenciement, obtenir des miettes qui ne coûteront pas grand chose à la régie, mais qui lui permettront de mettre plus facilement les travailleurs à la porte, avec la caution des syndicats.

Une telle attitude, qui consiste à monnayer le départ des travailleurs, à marchander les licenciements en échange de quelques primes dérisoires, au lieu de mener une lutte conséquente pour la défense du droit au travail, est entièrement du goût de la direction : que demande de mieux le trust Renault, sinon de se débarrasser dans le « calme » et « sans casse » du personnel en « surnombre », quitte à lâcher des aumônes illusoires ?

Quant à nous, Comité de Base, notre position est claire : la seule lutte valable, c'est la lutte pour empêcher *tout licenciement, tout déclassement, toute mutation (...).*

Camarades, nous tous, travailleurs, devons serrer les coudes et être solidaires. Aujourd'hui, ce sont les ouvriers de Richard qui sont touchés, demain ce sera ceux d'autres usines de Lyon.

L'accession à la présidence de Pompidou, l'homme de main de la haute finance, ne peut que renforcer encore l'emprise des monopoles capitalistes sur la Régie Renault et accélérer son démantèlement, avec tout ce que cela signifie

De grandes luttes nous attendent contre les licenciements, contre les cadences, contre la dictature patronale, pour les 40 heures sans diminution de salaire, pour la retraite à 60 ans.

Nous devons briser l'isolement dans lequel tentent de nous enfermer autant le patronat que les directions syndicales.

— La lutte héroïque contre la répression policière des ouvriers de Flins, soutenus par les étudiants, en juin 1968 fut isolée et calomniée par les dirigeants du P. « C. » F. et de la C.G.T.

— La grève des ouvriers du Mans en février 1969 fut isolée et sabotée.

Tirons-en les leçons, camarades !

Tous unis, *nous serons capables de faire reculer le trust Renault, et d'en finir un jour avec le honteux système d'exploitation de l'homme par l'homme, classe contre classe !*

(*Extrait d'un tract du Comité de Base faisant suite à l'action relatée dans H.R. n° 19, page 4*).

M. KRASUCKI ET SES AMIS MM. LES CADRES

Le dernier numéro de l'« Etincelle » (journal de la C.G.T. de l'usine) a publié un article de M. Krasucki très intéressant. Cet article parle du problème des alliés de la classe ouvrière en vue de la conquête du pouvoir et de l'instauration du socialisme en France.

Ceci intéresse au plus haut point le Comité de Base. D'abord parce que le Comité de Base lutte avant tout pour l'unité de la classe ouvrière, mais aussi parce qu'il est décidé à entretenir les contacts les plus étroits avec toutes les organisations progressistes qui fondent leur action sur les principes de la lutte des classes, afin de rassembler tous les travailleurs dans un puissant front uni anti-monopoliste.

Or, contrairement à M. Krasucki, les camarades du Comité de Base mettent au premier plan l'union avec les paysans pauvres, les étudiants progressistes, les petits commerçants, etc., et au dernier plan de leur préoccupation l'unité avec les techniciens, ingénieurs et cadres. Cela ne veut pas dire que nous pensons qu'il n'y a pas de progressistes parmi eux, mais l'expérience montre qu'il y en a peu, *et, n'en déplaise à M. Krasucki, la grande majorité d'entre eux sont les proches* collaborateurs *des patrons et disposent d'une situation privilégiée.*

Il faut d'ailleurs une certaine dose de crétinisme pour venir se lamenter sur l'exploitation des cadres et prêcher l'unité avec eux, alors que l'on voit les derniers chefs plus ou moins « corrects » avec les compagnons disparaître, se faire vider, *pour être remplacés par des gardes-chiourmes dont le mot d'ordre est : « Ouvrier, marche ou crève ».*

Pourtant, il est bien vrai que les responsables C.G.T. font l'unité avec eux. Ne les voit-on pas souvent pliés en courbettes devant tel ingénieur, aller sabler le champagne avec tel autre, se faire bien voir et être nommés chef comme certains. Mais où sont les avantages qu'en tirent les travailleurs ? Il n'y en a pas. Par contre, les responsables C.G.T. en tirent beaucoup comme vous pouvez le voir. Ces gens-là suivent de près les dirigeants nationaux qui font grand tapage pour... voler au secours des exploiteurs. Le socialisme dont parle Krasucki, c'est le socialisme des ouvriers retroussant leurs manches pour que les ingénieurs, cadres, permanents corrompus et autres parasites préservent leur position privilégiée sur notre dos.

Ce « socialisme » de Krasucki, c'est du capitalisme à 100 %.

Les travailleurs qui dans les chantiers subissent avec souffrance et colère la dictature des ingénieurs et cadres (du type Giroud, Gomez et Cie) sauront juger à leur juste valeur les déclarations de la C.G.T. disant que sans l'appui de ceux-ci la classe ouvrière se condamnerait à une défaite cuisante dans sa lutte pour le socialisme.

Pour nous, il faut avant toute chose reconstruire l'unité de la classe ouvrière.

Son unité à la base pour la lutte classe contre classe.

Nous nous unissons avec tous ceux qui soutiennent cette lutte et nous combattons tous ceux qui s'y opposent.

Comité de base

C.A.F.L., St-Chamond, 16.7.69.

LE SECTEUR NATIONALISÉ : UN AMPLIFICATEUR DE PROFITS

UN EXEMPLE, LA S. N. C. F.

Evolution des effectifs et prévisions du plan : 1964 : 520 000 ; 1964 : 360 000 ; 1968 : 320 000 ; 1972 : (270 000) ; 1975 : (220 000).

Suppressions avant 1975 de :
— 8 magasins généraux (sur 16 en 1968) ;
— 2 ateliers matériel moteur (sur 12) ;
— 9 ateliers matériel remorqué (sur 17) ;
— 35 dépôts traction et annexes (sur 213) ;
— 123 centres entretien et postes (sur 456) ;
— 100 000 emplois (sur 320 000).

De 1964 à 1968, il y a eu des compressions portant sur 40 000 *emplois*.

Coût moyen d'un travailleur par an : 1 200 000 *AF* (*salaire + charges*).

Economies réalisées en 1968 par rapport à 1964, par suite des compressions : 1 200 000 AF × 40 000 = pour 48 milliards d'anciens francs l'an.

Si on tient compte des augmentations de tarifs courants et de l'accroissement de la productivité, c'est beaucoup plus de 100 milliards que la S.N.C.F. économise chaque année, par rapport à l'année 1964 seulement...

OU VA CET ARGENT ?

— Pas à la masse des usagers : le tarif voyageur ne diminue pas, il ne cesse d'augmenter.

— Pas aux employés de la S.N.C.F. : le salaire réel diminue par rapport au coût de la vie et aux cadences.

Ainsi, quand les cheminots réclament quelque chose, c'est aux milliards raflés par les monopoles qu'ils s'attaquent.

Voyons ce que coûteraient quelques revendications pour le personnel S.N.C.F. :

— 40 heures au lieu de 44 h 30, ça ferait embaucher 10 % de personnel en plus ; ça coûterait donc environ 1 million 200 000 AF × 32 000 = 39 *milliards d'AF par an.*

— La retraite à 60 ans au lieu de 65 ans, ça ferait encore 10 % de personnel en plus, en ne payant en plus que la retraite à autant d'ouvriers ; ça coûterait donc environ 300 000 AF × 32 000 = 26 *milliards d'AF par an.*

— pas de salaires en-dessous de 100 000AF par mois (touchant les catégories les plus basses), ça ne coûterait pas plus qu'une augmentation générale de 10 %, soit *environ* 53 *milliards d'AF.*

Donc, avec 100 milliards par an, il y a de quoi obtenir *tout de suite, et sans augmenter les prix ni les impôts :* les 40 heures, la retraite à 60 ans, pas de salaires en-dessous de 100 000 AF.

Une condition : obliger les vrais patrons, les monopoles, à renoncer à 100 milliards seulement sur leurs profits annuels ; la S.N.C.F. devra les payer à ses ouvriers au lieu de servir de vache à lait aux trusts. *Par un seul moyen :* les prendre à la gorge en cessant le travail, et en ne reprenant qu'une fois les revendications signées, pas avant. Si les bonzes préfèrent à la lutte les conversations avec Chaban-Delmas, il faudra bien se passer d'eux !

« NOUS SOMMES DES HOMMES ET NON DES CHIENS !... »
disent les travailleurs immigrés

PROLETAIRES FRANÇAIS ET IMMIGRES, TOUS UNIS !

Il y a en France plus de 3 millions de travailleurs étrangers. On leur réserve les travaux les plus pénibles. Leurs salaires sont les plus bas ; à certains endroits, on les vole même sur leur maigre paye, tandis qu'ils font des horaires de bagne : 11, 12, 13 heures par jour pendant six jours, pour être ensuite renvoyés dès que le travail manque (agriculture).

Nombre d'entre eux mènent une vie misérable à 10 ou 15 par chambrée dans des taudis loués très cher. Ils sont en butte aux idées racistes que la presse bourgeoise diffuse à longueur d'année, dans un but bien précis : dresser une barrière entre travailleurs français et travailleurs immigrés.

Entre autres calomnies, on entend dire souvent : « Les immigrés nous volent notre travail... ». Est-ce vrai ? Ce qui est vrai, c'est que dans notre système, tout travailleur est en concurrence avec d'autres quand il s'agit de trouver de l'embauche. Mais l'ouvrier immigré ne vole pas plus le travail du Français que le Breton qui monte à Paris ne vole le travail d'un parisien. L'immigré, comme le Breton, y est forcé par le système qui a réduit son pays (ou sa province) à la misère.

Chaque clique impérialiste (U.S.A., France, etc.) s'est approprié par le fusil « ses » colonies qu'elle réduit **au « sous-développement » pour en tirer des matières premières et de la main-d'œuvre surexploitable.**

Si maintenant les travailleurs immigrés partaient d'un seul coup, aucune usine ne pourrait tourner en France, directement ou indirectement. Les ouvriers immigrés sont donc intégrés au prolétariat en France, pour le travail comme pour la lutte.

Souvent désarmés au début devant l'exploitation capitaliste, les travailleurs immigrés ont largement pris leur part des luttes ; à Citroën par exemple, en juin 1968, ils ont repris le travail les derniers dans la métallurgie. Et pourtant, à Grenelle, personne **n'a présenté leur défense.**

Il est temps de réaliser que les prolétaires immigrés sont la moitié du prolétariat en France. Ce ne sont pas des concurrents, ce sont nos frères de classe.

Groupe de Propagande Marxiste-Léniniste de Bagneux.

DUNKERQUE

120 travailleurs immigrés, algériens, portugais, ouvriers à Jardin-Billiard et célibataires vivent au cantonnement Limousin, à la Grande-Synthe (Dunkerque).

— 4 par piaule, mal chauffées, mal entretenues ;

— Loyer de 9 000 AF par mois et par gars, retenus sur la paye pour Jardin-Billiard ou décomptés pour Limousin.

— Pour la cuisine : 6 réchauds pour 32 gars, et des commerçants à la porte dont les prix ne sont pas les plus bas.

— Pour se laver et pour l'hygiène : des rats dans les couloirs, des douches ; si on veut avoir de l'eau chaude, il faut être dans les dix premiers ; les draps sont changés tous les 36 du mois pour les têtes qui ne reviennent pas au gérant.

Non contents de les faire vivre dans un cantonnement qui n'est qu'une auge à cochons, on les fait vivre dans une prison :

Les patrons de Jardin-Billiard et de Limousin, réputés comme exploiteurs, ont confié la gérance du cantonnement à un gérant-flic, le sinistre Dérar, qui exerce une véritable dictature sur le foyer et terrorise les locataires.

Non content de les insulter par des réflexions du type : « Mon chien vaut cinq d'entre vous ! », il menace ceux qui lui résistent de les chasser du foyer et de les faire expulser de France.

Il espionne tout le temps, écoute aux portes et fait des rondes la nuit, et s'arme d'une matraque de 80 cm.

Il interdit toute réunion, mais n'hésite pas à jouer au poker pour de l'argent dans les chambrées. Il appelle les flics à chaque instant, etc.

Il donne le courrier quand bon lui semble retient des mandats. Pour le camarade B..., il lui a payé son mandat sécurité sociale 3 mois après l'avoir reçu et après que B..., qui avait enquêté, le lui ait réclamé.

Ils sort hors du lit les gars fatigués et les force à aller au boulot, etc.

Cette situation, qui se retrouve un peu partout dans notre « douce France si hospitalière » avait poussé les camarades immigrés qui y habitent, à lutter pour des logements décents, le renvoi de « flic-gérant » et les libertés élémentaires de visite, de réunion, etc.

Comme cela arrive souvent, cette lutte est liée à celle menée dans l'entreprise qui patronne le « foyer », ici Jardin-Billiard :

En mars 1969, une semaine de grève victorieuse chez Jardin-Billiard avait fait passer le « panier » de 8 à 10 F par jour. Dans le cadre de cette grève faite dans l'unité avec des travailleurs français logeant à Hazebrouck, un travailleur immigré Bouchoucha, avait été particulièrement actif ; il avait notamment reçu des grévistes dans sa chambrée pour une réunion, et avait convaincu deux hésitants.

Un tract diffusé massivement dans le secteur, montre, face à la répression patronale et la traîtresse inactivité syndicale, l'ampleur possible de la solidarité ouvrière à la base. Le tract est en effet signé par :

« Des gars du cantonnement Limousin, du Comité d'Action de la Grande-Synthe, du Comité de Défense des Locataires du foyer Usinor. »

En voici des extraits :

Pour briser la grève, le patron va utiliser son flic-gérant Dérar. Celui-ci va voir les deux hésitants et fait pression sur eux pour qu'ils aillent travailler et porter plainte contre Bouchoucha en disant : « Il nous a menacé de nous couper la tête si nous ne faisions pas grève. » Dérar porte plainte lui aussi.

Bouchoucha est convoqué à la P.J. et gardé à vue 24 heures. Le lendemain, les deux gars maintiennent leur plainte, Bouchoucha est inculpé « d'atteinte à la liberté du travail et de menaces de mort », il risque 6 mois à 1 an.

Ainsi patrons-police-justice, aidés par Dérar vont se retrouver pour frapper un membre combattif de la classe ouvrière dont la seule faute est de se défendre contre les exploiteurs et leurs flics. A travers Bouchoucha, c'est toute la classe ouvrière qui est attaquée.

Les syndicats officiels ne font rien, à nous tous de défendre Bouchoucha qui est innocent. Beaucoup du cantonnement peuvent en témoigner et sur les deux qui ont porté plainte, l'un veut retirer sa plainte et l'autre est parti au Maroc.

Réclamons l'acquittement de Bouchoucha !

Halte à la répression patronale et policière !

Dénonçons les manœuvres de l'exploiteur Jardin-Billiard et de son agent Dérar !

Correspondant H. R.

Note de H.R. — Nous attendons des correspondants locaux de pouvoir faire le point de cette lutte.

SAINT-DENIS

HALTE A LA REPRESSION CONTRE LES TRAVAILLEURS IMMIGRES

Le scandale du logement des travailleurs africains, et la répression policière répondant à leurs justes revendications viennent d'être dévoilés.

Dans *le « foyer » de Saint-Denis,* 43, *rue Pinel,* l'augmentation injustifiée des loyers a provoqué un mouvement de protestations : les travailleurs refusent de payer cette augmentation.

Quelles exigences leur reproche-t-on ?

Ouvriers, ils se retrouvent après de longues journées de travail le plus dur et le plus malsain, dans des chambres dortoirs de 5 m sur 5 m où ils sont entassés à 16 et parfois plus.

Leurs revendications

Ils demandent que toutes les douches fonctionnent : actuellement il n'y a qu'une douche d'eau chaude pour plus de 100 personnes. Ils réclament que la peinture soit faite et qu'une désinfection régulière soit effectuée ; en effet, la dernière remonte a plus d'un an.

La réponse du gérant et des pouvoirs publics

Le gérant Cesbron refuse de satisfaire leurs revendications parfaitement justifiées et augmente le loyer en le portant de 70 F à 80 F ce qui lui permet d'empocher la coquette somme de 56 000 F (56 000 000 AF). De plus, il se livre à des activités commerciales en vendant à des prix exhorbitants des plats immangeables (1 plat sans boisson 4 F) et interdit aux commerçants locaux de venir livrer des denrées alimentaires dans le foyer ; lui-même se réservant le monopole de la vente des aliments évidemment plus chers qu'à l'extérieur. Sans compter la distribution de courrier selon son bon plaisir et son refus d'installer le téléphone (mesure de sécurité).

Les pouvoirs publics

Déjà soumis à la répression du gérant, ils subissent, et depuis longtemps, celle des pouvoirs publics. Exemple : 3 fois sans aucun motif légal pendant l'année 1969, les flics sont descendus à 4 heures du matin dans le foyer, faisant ouvrir leurs valises et dispersant leurs effets par mesure de brimade. A la suite de leur refus de payer l'augmentation, la collusion entre Cesbron et les pouvoirs publics est devenue évidente. A l'appel du gérant interviennent des groupes de répression (police parallèle) notamment le S.A.T. (5e secteur). Se service « *d'Assistance Technique* » est chargé de l'intimidation et de l'expulsion des travailleurs immigrés.

1) *Incursion* dans le foyer, menace d'expulsions et propos racistes.

2) *Expulsion* : le 16 juin, Boubacar Traoré est arrêté à la sortie de son lieu de travail (la CETELEM, rue Chaptal à Levallois). Il est expulsé le lendemain. Le 27 juin, Koly Gandéga est arrêté dans la cour même de l'hôpital de Saint-Denis où il venait de subir un traitement. 3 autres travailleurs sont encore menacés d'expulsion.

3) *Arrestation :* le 23 juin, Boubacar Bathilly qui est de nationalité française, est arrêté et envoyé à la prison de Fresnes. Il n'est passé devant le juge d'instruction que le 5 juillet.

Ces faits ne sont pas isolés, ils s'inscrivent *dans le cadre de la fascisation du régime.* A Ivry, pour les mêmes raisons des travailleurs africains ont fait une grève pour les loyers, la réponse des pouvoirs publics a toujours été la même.

La police n'est que l'instrument de la bourgeoisie qui pratique une politique raciste pour isoler les travailleurs immigrés et les empêcher de s'organiser. Elle s'acharne avec la plus grande violence contre les plus exploités.

Les travailleurs français et immigrés doivent être tous unis contre leur ennemi commun : le capitalisme.

Organisons-nous pour lutter pour obtenir la libération immédiate de Boubakar Bathilly et exigeons aussi la satisfaction des revendications des travailleurs du foyer.

C.A. Levallois.

Dans les petites entreprises : que faire ?

Un travailleur d'une petite « boîte ».

A Marseille, il y a beaucoup de petites entreprises. Elles n'emploient qu'un nombre restreint d'ouvriers. La lutte est très difficile dans ce cas, parce qu'on a toujours un chef sur le dos, un contremaître, voire l'ingénieur ou autre. En plus, les syndicats nous oublient complètement. La plupart du temps il n'y a pas de section syndicale, on n'est pas du tout organisé.

Or, la seule force de la classe ouvrière, c'est de s'organiser. Aussi les patrons l'ont belle bien souvent et nous exploitent à fond. On nous la fait au baratin, à l' « esprit d'équipe », mais surtout au chantage à la prime (on peut nous la retirer pour un oui ou pour un nom, suivant les caprices d'un chef) et au chômage.

Et trop souvent on n'a que sa colère à avaler devant l'injustice parce qu'on est désunis.

ALORS, QUE FAIRE ?

Il faut lutter avec persévérance et avant de lancer des actions mal préparées, faire comprendre patiemment à nos camarades de travail plusieurs choses pour qu'ils finissent par faire face résolument aux manœuvres patronales qui intensifient jour après jour l'exploitation et l'injustice.

QU'EST-CE QUE NOTRE SALAIRE ?

Notre salaire, qui est le prix de notre force de travail est calculé par les capitalistes d'après ce qu'il nous faut pour les objets de première nécessité (logement, nourriture, habillement, etc.) qu'il nous faut pour renouveller notre force de travail. Mais rien de plus, pour qu'on soit obligé de revenir leur vendre notre force de travail. L'intérêt des capitalistes c'est de nous faire travailler plus pour augmenter leurs profits.

QU'EST-CE QUE LE PROFIT ?

Prenons un exemple : si en 3 heures de travail nous avons fabriqué des produits pour une valeur égale à notre salaire, par exemple d'une journée soit 30 F et que la journée de travail est de 9 heures, nous fabriquons dans les 6 heures qui restent pour 30 F × 2 = 60 F de produits qui ne nous sont pas payés. **Dans cet exemple on peut dire que chacun de nous gagne son salaire de 7 à 10 h et que tout le reste de la journée, il travaille pour la gloire (c'est-à-dire pour le patron). Le profit, c'est ça. Et pour augmenter son profit, le patron peut soit nous supprimer la prime, soit nous faire produire plus pour le même salaire en augmentant la cadence, ou allonger le temps de travail non payé (heures supplémentaires) pour un salaire légèrement supérieur.**

ALORS ? QUEL EST NOTRE INTERET A NOUS ?

C'est lutter pour la diminution de la journée de travail et l'augmentation des salaires. Ce n'est pas facile et ce sera un résultat limité. Mais c'est un objectif correct. Si dans une petite entreprise où on nous fait faire des heures en pagaille en nous menaçant de chômage ou en nous ôtant la prime si on refuse, on arrive à unir les ouvriers contre cette surexploitation on aura fait déjà un grand progrès. La mentalité « chacun pour soi » nous fait beaucoup de tort. Elle nous divise et nous laisse sans riposte devant les combines du patron et de ses larbins pour nous exploiter toujours plus.

Camarades ouvriers ! Organisons-nous dans chaque usine. Relevons la tête et prenons conscience de notre force. Unis nous y arriverons !

L'ÉCONOMIE DE L'U.R.S.S. SUR LA VOIE DU CAPITALISME

Nous, marxistes-léninistes, nous répétons sans cesse que l'U.R.S.S. est à nouveau un pays capitaliste, *de même nos camarades chinois et albanais dénoncent l'impérialisme soviétique et les méthodes fascistes de la nouvelle bourgeoisie au pouvoir dans la patrie de Lénine et de Staline. Or, les idéologues bourgeois continuent à enseigner que l'U.R.S.S. est un* pays socialiste, *à économie planifiée. Les fameux trotskistes de Krivine, ces prétendus révolutionnaires déclarent eux aussi à grands cris que l'U.R.S.S. est un* Etat ouvrier *et font mine de ne pas nous prendre au sérieux lorsque nous parlons de retour au capitalisme en U.R.S.S.*

D'un côté, les idéologues de la bourgeoisie, les révisios et les trotskistes nous enseignent que l'Union Soviétique est un pays socialiste, de l'autre côté, nous les marxistes-léninistes, nous dénonçons la restauration du capitalisme dans ce qui fut la base rouge du monde. L'homme du peuple, le profane, est donc un peu désorienté. Où est la vérité qui, comme nous l'enseigne Lénine est révolutionnaire ?

Pour connaître la situation exacte de l'économie soviétique il faudrait procéder à une longue enquête dans le pays même, au sein des entreprises, au sein des masses soviétiques. Mais cette méthode est difficile sinon impossible à réaliser à cause des moyens de répression utilisés par les révisionnistes soviétiques au pouvoir. On peut aussi utiliser le témoignage de voyageurs et surtout les articles de la presse soviétique et des revues d'économie. Nos camarades chinois ont fait à la lumière de ces articles de sérieuses et profondes analyses de l'économie soviétique ; nous conseillons à ce sujet à tous nos lecteurs la lecture d'une brochure de Pékin intitulée : « Les révisionnistes restaurent le capitalisme sur toute la ligne en Union Soviétique » (Ed. en langues étrangères, Pékin 1968). Une autre méthode pour connaître la situation de l'économie en U.R.S.S. consiste à étudier minutieusement les articles des économistes bourgeois de nos pays :

La revue économique française, ô combien bourgeoise : « Problèmes économiques » publie dans son numéro du 6 mars 1969 un article signé du professeur Jean Marczewski et intitulé : « L'évolution de la pensée économique dans les pays de l'Est ».

La première phrase de l'article est déjà édifiante : « S'il fallait qualifier cette évolution au moyen d'un seul terme, nous ne pourrions utiliser que celui de *libéralisation* ». Et nous savons quel sens prend le mot libéralisation dans la bouche de nos bourgeois lorsqu'ils parlent des pays de l'Est, souvenons-nous de la Tchécoslovaquie. Et toujours à propos de la Tchécoslovaquie, remarquez, camarades, que le privilège de la libéralisation ne lui est pas réservé. Notre économiste se lance alors dans une étude des causes de cette « libéralisation ». Nous pensons qu'il n'est pas inutile de rapporter ici une longue citation de l'article dans laquelle notre auteur montre qu'une des causes du « *renouveau* » de la pensée économique est la montée de jeunes générations d'intellectuels épargnés par le « stalinisme » (traduisons : de jeunes générations d'intellectuels éduqués à la manière révisionniste). N'est-ce pas de la part de notre économiste bourgeois une fort belle justification involontaire de la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne ?

Mais laissons la parole à l'autorité académique en question : « Cette évolution se manifeste avec une force particulière dans les générations qui ont commencé leur vie active après la fin de l'ère stalinienne et qui n'hésitent pas à mettre en question de nombreux aspects du régime actuel. Les hommes de ces générations sont encore trop jeunes pour assurer des responsabilités importantes, mais ils occupent déjà des postes de commande secondaires, peuplent les universités et les instituts de recherche, animent les théâtres d'avant-garde (!) et les revues littéraires et scientifiques et par les questions qu'ils soulèvent exercent une pression stimulante sur leurs aînés ».

Le professeur Marczewski, spécialiste des problèmes de l'économie de l'Est nous montre dans ce passage un aspect essentiel du révisionnisme : ne voilà-t-il pas des intellectuels qui tout « en mettant en question *le régime* » (traduisons : *la dictature du prolétariat)* assurent des postes de commande, règnent sur l'enseignement, le théâtre, la littérature soviétique. Encore une fois bien involontairement notre économiste bourgeois sert notre cause : en effet, on voit à la lumière de la citation précédente combien était nécessaire la Révolution Culturelle, la prise en main par la classe ouvrière des écoles, des universités, de la littérature, de l'art, bref de toute *la superstructure.*

Ensuite, notre auteur montre qu'une deuxième cause de la « libéralisation » économique est le ralentissement du taux de croissance de l'économie soviétique. Mais ce que ne dit pas Marczewski c'est que si le taux de croissance baisse, c'est précisément *à cause du chaos qui commence à régner dans l'économie,* à cause du retour à l'anarchie dans la production. Les révisionnistes au pouvoir en U.R.S.S. suivant leur logique de capitalistes disent, comme Marczewski, que si les taux de croissance baissent, la faute en est au Plan, à la bureaucratie, etc. si bien qu'ils décident à nouveau une réforme économique. Et l'on assiste ainsi depuis la contre-révolution qui a porté les révisionnistes au pouvoir, à une série de réformes qui conduisent inévitablement *au retour de l'économie de marché.*

C'est ainsi que les entreprises soviétiques ont de plus en plus d'autonomie ; le rôle du Plan est toujours plus limité ; les chefs d'entreprises grassement rémunérés se trouvent pratiquement maîtres de leurs usines puisque leurs pouvoirs ne cessent de s'accroître : ils peuvent modifier les salaires, embaucher, licencier, sanctionner, etc. Qui oserait dans ces conditions parler de socialisme ? Seuls les bourgeois peuvent parler ainsi. La triste expérience que vit le peuple soviétique nous montre bien que *si la classe ouvrière n'a pas le pouvoir politique central, elle n'a rien ;* après la mort du camarade Staline, la classe ouvrière a perdu le pouvoir en U.R.S.S. et depuis elle subit à nouveau une exploitation éhontée.

Revenons à l'article de Marczewski. Il nous révèle qu'une autre cause selon lui du « renouveau » économique est l'introduction en Union Soviétique de la « science économique » occidentale — traduisons : science économique bourgeoise). Ici encore rien ne sera plus révélateur que le texte de l'auteur lui-même : « *Aujourd'hui, en U.R.S.S., dans tous les instituts on lit couramment les publications étrangères, on scrute les statistiques américaines, on procède à des comparaisons. Dans toutes ces investigations, les travaux anglo-saxons et les statistiques américaines occupent une place, prépondérante, mais les auteurs français ne sont pas complètement ignorés et la planification française suscite un vif intérêt* ».

Les travailleurs français jugeront, eux, qui connaissent les bienfaits de la planification française !

Les trois causes principales de la « libéralisation » économique en U.R.S.S. dont nous parle Marczewski : montée des jeunes générations d'intellectuels, baisse des taux de croissance et introduction de l'économie politique « occidentale » (bourgeoise) constituent, en fait, pour nous, *des conséquences et non pas des causes* de la « libéralisation » ou plus exactement de la contre-révolution.

Le peuple soviétique n'a pas su rester vigilant et le pouvoir lui a échappé après la mort de Staline. Et depuis que le pouvoir politique appartient à la nouvelle caste de privilégiés la situation des masses laborieuses ne fait que s'aggraver. Les luttes de classe qui se dérouleront en U.R.S.S. dans les années à venir achèveront de convaincre les sceptiques et montreront combien nos camarades chinois et albanais ont eu raison de dénoncer le révisionnisme moderne et de déclencher à temps la Révolution Culturelle Prolétarienne.

Nous disions au début que les bourgeois et les trotskistes s'associaient aux révisionnistes pour cacher la nouvelle nature de l'Union Soviétique. La bourgeoisie internationale a intérêt à ce que l'U.R.S.S., pour bien jouer son rôle de valet, conserve de l'influence au sein des peuples opprimés.

Le révisionnisme moderne se caractérise par la contradiction principale suivante : il sert le capitalisme d'une part et d'autre part pour mieux le servir il doit garder un aspect révolutionnaire et *faire semblant de servir le peuple.* L'intérêt de l'impérialisme est donc de faire croire le plus longtemps possible que l'U.R.S.S. est toujours socialiste mais de temps en temps certains auteurs comme Marczewski vendent la mèche.

N'en déplaisent à tous les idéologues bourgeois et à leurs valets révisionnistes et trotskistes, *les peuples soviétiques* forts des glorieuses traditions révolutionnaires saura relever le drapeau rouge de Lénine et Staline et reconstruira sur les cendres du révisionnisme *une véritable société socialiste.*

QUAND UN RÉVISIONNISTE S'EXPLIQUE...

Les ultra-révisionnistes soviétiques ont récemment publié un livre : « LA LIBERTE INTELLECTUELLE EN U.R.S.S. ET LA COEXISTENCE », par A.D. Sakharov, Collection « Idées » ; (Sakharov est membre de l'Académie des Sciences en U.R.S.S.) qui révèle clairement leurs véritables intentions : assurer la victoire du capitalisme dans le monde entier.

Leur plan, fondé sur la collaboration économique, politique et militaire des Etats-Unis et de l'U.R.S.S., comprend quatre objectifs principaux :

- Empêcher les masses populaires des pays capitalistes de faire la révolution.
- Maintenir les peuples opprimés dans leur dépendance à l'égard de l'impérialisme.
- Restaurer complètement le capitalisme dans les pays révisionnistes.
- Liquider militairement les bastions du socialisme (Chine, Albanie populaire).

EMPECHER LES MASSES POPULAIRES DES PAYS CAPITALISTES DE FAIRE LA REVOLUTION

Ils écrivent ainsi, par exemple, que « *les capitalistes mettent effectivement en œuvre les principes sociaux du socialisme* » (p. 100) et qu'une révolution qui stopperait le progrès économique pendant cinq ans, ne semble pas devoir se révéler avantageuse pour les travailleurs du point de vue économique ; sans parler du bain de sang qui accompagne inévitablement toute révolution, et sans parler du danger qui a revêtu dans notre pays la forme du « *stalinisme* » (p. 101). Ils ajoutent que s'il y a des injustices dans les pays capitalistes, ce sont les ouvriers qui en sont responsables : « *Il faut bien se mettre dans la tête que le problème des nègres américains est moins un problème de classe que de race, et qu'il soulève la question du racisme et de l'égoïsme des ouvriers blancs, alors que les couches dominantes ont intérêt à le résoudre* » (p. 101-102).

MAINTENIR LES PEUPLES OPPRIMES DANS LEUR DEPENDANCE A L'EGARD DE L'IMPERIALISME

Ils écrivent encore que les principaux responsables des conflits mondiaux sont les peuples opprimés qui, en se révoltant « *renforcent dans le camp d'en face, la réaction, le nationalisme, le militarisme, le fascisme et les revanchards* » (p. 49-50) et consacrent trois pages au « *problème du Proche-Orient* » sans dire un seul mot sur le peuple palestinien (p. 48-50). Selon eux, la solution au problème du sous-développement, c'est le renforcement de l'aide humanitaire (!) des Etats-Unis (p. 59) et une « *assistance commune* » américano-soviétique pour « *stabiliser la situation dans les pays sous-développés* » et pour « *porter un coup aux extrémistes de tous bords* » (p. 59-60).

RESTAURER COMPLETEMENT LE CAPITALISME DANS LES PAYS REVISIONNISTES

Ils se félicitent de « *l'importance croissante des facteurs du marché* », c'est-à-dire du retour capitalisme, « *en U.R.S.S., en Tchécoslovaquie et en Yougoslavie* » (p. 103-106) et appellent à la liquidation totale de la dictature du prolétariat : « *Cette situation des intellectuels frappe d'inanité toutes ces déclamations par lesquelles il est exigé que l'intelligentzia subordonne ses efforts à la volonté et aux intérêts de la classe ouvrière* » (p. 34).

Selon eux, le système socialiste doit subir des « *modifications structurelles* », emprunter des « *éléments positifs* » au système capitaliste, afin de « *réduire les contradictions* » et de « *converger* » avec lui (p. 108 et 116).

LIQUIDER MILITAIREMENT LES BASTIONS DU SOCIALISME

Ils estiment enfin que l'U.R.S.S. de Staline, hier, et la Chine de Mao Tsé-toung, aujourd'hui, constituent des « *dictatures policières d'une cruauté monstrueuse* » (p. 65) pires que l'Allemagne hitlérienne parce que « *plus hypocrites et plus démagogiques* » (p. 67-68). En conséquence, ils demandent le renforcement militaire des Nations-Unies, sous l'hégémonie américano-soviétique, afin de faire respecter *les Droits de l'Homme* (p. 51-52), en premier lieu en intervenant en Chine : « *Les crimes des maoïstes contre les Droits de l'Homme dépassent l'entendement, et le peuple chinois a besoin des forces démocratiques dans le monde entier pour faire respecter ses droits* » ! (p. 77-78).

EN AVANT POUR ORGANISER DANS L'UNITE, LA DEFENSE DES LIBERTES DE PRESSE, D'OPINION ET D'ASSOCIATION

F. Maspéro a été récemment condamné à 4 mois ferme pour publication de « Tricontinentale ».

Si nous ne partageons pas la ligne politique (inconséquente et souvent confuse et déclamatoire) de cette publication d'origine cubaine, nous sommes néanmoins **totalement solidaires du vaste mouvement d'indignation qui doit se créer à propos de cette nouvelle condamnation.**

Nous devons employer les moyens, et d'abord celui de la propagande locale, dans l'unité d'action avec d'autres défenseurs résolus des libertés démocratiques et de la presse, pour exiger des autorités responsables :

— la libération immédiate de F. Maspéro et de tous les progressistes arrêtés, comme récemment les quatre jeunes militants écroués à Roubaix pour propagande anti-révisionniste ;

— l'annulation des condamnations retenues contre eux ;

— plus largement, la liberté d'opinion, d'association, et celle de la circulation de la presse d'origine étrangère (1).

Rappelons que le régime a également interdit les revues de Pékin **« La Chine »** et **« La Chine en construction »** (voir H.R., numéro 21) et que le Conseil d'Etat n'a toujours pas statué sur l'interdiction, le 12 juin 1968, du **Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France** et d'autres organisations révolutionnaires (voir H.R., numéro 17).

Rappelons enfin et surtout que seule la patiente et vigoureuse organisation à la base de l'unité d'action de la classe ouvrière et de ses alliés, en particulier les intellectuels progressistes, peut et pourra battre en brèche la montée du fascisme en France, qu'il s'exprime par **décrets, condamnations, répressions, expulsions et autres vaines manœuvres d'intimidations.**

(1) *Les documents révisionnistes soviétiques ont eux, les amis bourgeois qu'ils méritent : leurs éditeurs français ne seront certes pas inquiétés pour avoir publié des écrits « soviétiques » (donc, théoriquement, révolutionnaires). Quand on voit le contenu d'ouvrages tels que celui de Sokharov (critique ci-dessus) on comprend mieux qu'il y ait deux poids et deux mesures.*

Abonnez-vous...

C.C.P. « HUMANITE ROUGE », n° 30226.72
Centre La Source
B.P. 134, Paris-20e

abonnement-vacances :
5 F pour 10 numéros
abonnement ordinaire :
20 F pour 6 mois
40 F par an
abonnement de soutien :
40 pour 6 mois
80 par an
abonnement pour l'étranger (par avion) :
120 F par an

NOM .....
PRENOM .....
ADRESSE .....
.....
.....

LES IMPERIALISTES AMERICAINS ET LES REVISIONNISTES SOVIETIQUES PREPARENT ACTIVEMENT

UN «MUNICH» AU MOYEN-ORIENT

Les quatre « grands » (Etats-Unis, Union Soviétique, France et Grande-Bretagne) ont suspendu leur « concertation » dont le but est de comploter un « Munich du Moyen-Orient ». **Actuellement, les impérialistes américains et les révisionnistes soviétiques prennent de nouvelles mesures pour réaliser leur plan criminel.**

En marge des consultations bilatérales de Washington entre les impérialistes américains et les révisionnistes soviétiques, les ambassadeurs aux Nations-Unies des Etats-Unis, d'Union Soviétique, de France et de Grande-Bretagne ont tenu, entre avril et début juillet, 15 réunions destinées à rechercher les moyens d'une soi-disant « solution politique » du problème du Moyen-Orient. Ceci afin de liquider totalement le problème palestinien, de combattre les flammes de la lutte armée du peuple palestinien, de contraindre les pays arabes à capituler devant Israël et de réaliser enfin leur ambition : contrôle du Moyen-Orient par les « grands » impérialistes et révisionnistes, notamment par les Etats-Unis d'Amérique et l'Union Soviétique. **Cependant, la manœuvre des impérialistes américains et des révisionnistes soviétiques n'a pas réussi aussi vite qu'ils l'espéraient en raison de l'opposition résolue des peuples arabes à la compromission et à la reddition.** A l'issue de la réunion du premier juillet, les représentants des quatre ont communiqué : « En raison d'importantes consultations sur le Moyen-Orient, actuellement en cours entre les quatre gouvernements, la date de la prochaine réunion des représentants sera fixée ultérieurement. » Ils ont annoncé d'autre part que le « groupe de travail » composé de leurs adjoints continuerait de siéger.

Dans une telle situation, les impérialistes américains et les révisionnistes soviétiques préparent dans les coulisses de nouvelles tractations contre-révolutionnaires sur le problème du Moyen-Orient. Au cours de la conférence de presse qu'il a donné le 2 juillet, le secrétaire d'Etat américain, **Rogers**, a dit sans ambages : « J'espère que les Etats-Unis et l'U.R.S.S. poursuivront très activement leurs consultations bilatérales dans un avenir immédiat. » Le 7 juillet, le département d'Etat a annoncé que Joseph Jack Sisco, assistant au secrétaire d'Etat chargé des affaires du Proche-Orient et de l'Asie du Sud, serait envoyé à Moscou pour des entretiens bilatéraux.

Il convient de noter que les impérialistes américains et les révisionnistes soviétiques cherchent à poignarder les forces armées populaires palestiniennes dans le dos en tramant un nouveau plan plus sinistre : **celui d'anéantir le gros des forces de la guérilla palestinienne par une attaque combinée des Israéliens et des réactionnaires de certains pays arabes.** Le récent attentat contre Arafat, membre dirigeant d'« El Fath » (Mouvement de Libération Nationale de Palestine), faisait partie de ce plan. Sur ces entrefaits, **ils utilisent à l'encontre des pays arabes de multiples tactiques** : séduction et intimidation, dissension et scission, subversion et sabotage, pour frayer le chemin à leur « Munich du Moyen-Orient ». **Il faut être très vigilant à cet égard.**

Avant et après l'arrêt des séances de la « concertation à quatre », de diverses activités menées par l'impérialisme américain et le révisionnisme soviétique ont montré davantage la nature criminelle de leur « solution politique » du problème du Moyen-Orient et le caractère ignoble de leur collaboration. Le journal cairote « Al Ahram » a récemment révélé l'essentiel du « plan en 13 points » pour le « règlement du problème du Moyen-Orient », plan avancé en mai par les Etats-Unis et puis colporté au Caire par le ministre soviétique des Affaires étrangères Gromyko. Pour endiguer la lutte armée populaire palestinienne en plein essor, ce plan exige publiquement des pays arabes qu'ils « cessent toute assistance aux guérilleros palestiniens » et tente insidieusement de faire table rase de la cause de la libération de la Palestine en l'inscrivant dans le cadre du « problème des réfugiés ». Il avance vis-à-vis des pays arabes une série de conditions humiliantes qui les priveront de leur souveraineté nationale. Par exemple, il stipule que le territoire de la R.A.U. occupé par Israël devrait être « démilitarisé » après l'évacuation d'Israël, que la bande de Gaza devrait être placée sous la « tutelle » de l'« envoyé spécial » de l'O.N.U., Gunnar Jarring, avec son futur statut à négocier par Jarring, la R.A.U., la Jordanie et Israël, que les pays arabes devraient mettre fin au boycottage d'Israël et à leur « propagande politique », que les navires israéliens devraient avoir la permission de naviguer librement et sans entrave dans le golfe d'Aqaba et le canal de Suez, qu'il devrait y avoir un « contact direct arabo-israélien » à une certain moment et que « tout règlement final » devrait être signé par les deux parties.

Ce plan ne fait pas mention de Jérusalem, ni des hauteurs de Golan en Syrie, occupés par Israël, ce qui signifie qu'Israël pourra continuer à occuper ces territoires arabes. Le plan américain stipule aussi un « règlement » qui serait « garanti » par le conseil de sécurité de l'O.N.U. manipulé par les Etats-Unis et l'Union soviétique. Les clauses à ce sujet comprennent le stationnement d'une « force internationale » pour assurer la domination américano-soviétique au Moyen-Orient, tandis que les pays arabes n'auraient pas le droit de s'occuper de cette force d'occupation qui ne serait retirée que sur l'ordre du Conseil de Sécurité.

Tout cela prouve que le « plan en 13 points » est un plan forçant les pays arabes à la capitulation. **Ainsi qu'un journal arabe l'a indiqué : c'est un « plan honteux » qui récompense l'agression israélienne et vise à étrangler le mouvement de libération nationale arabe. Les peuples arabes n'accepteront absolument pas ce plan.**

En fait, le plan des impérialistes américains est un produit de la collaboration américano-soviétique. La presse occidentale a révélé que les grandes lignes de ce plan « global » ont été conçues par l'assistant au secrétaire d'Etat américain chargé des Affaires du Proche-Orient et l'Asie du Sud, Joseph Jack Sisco, et par l'ambassadeur soviétique aux Etats-Unis, Dobrynine, lors de leurs entretiens bilatéraux de Washington. Lorsque les Etats-Unis en ont officiellement fait part aux révisionnistes soviétiques, en mai, le ministre des Affaires étrangères soviétique **Gromyko s'est empressé d'aller au Caire pour le colporter**, recourant en cela à la plus rusée des doubles tactiques. Faisant mine de transmettre simplement le plan des Etats-Unis, Gromyko a dit hypocritement que Moscou ne serait pas d'accord avec une solution du problème du Moyen-Orient inacceptable pour les pays arabes. Mais, il s'est évertué en secret à colporter ce plan, favorisant les transactions secrètes américano-soviétiques. **Il a de même fait « délicatement » pression sur les pays arabes**, les a séduits et forcés à accepter le plan fabriqué conjointement par les Etats-Unis et l'Union soviétique. Après le voyage de Gromyko au Caire, les révisionnistes soviétiques ont remis le 17 juin aux impérialistes américains un « plan global de paix ». Selon des informations, ce plan soviétique ne diffère en rien du plan de l'impérialisme américain quant aux principes fondamentaux mais seulement en ce qui concerne certaines mesures ou conditions. En particulier, ces deux plans sont **complètement d'accord quant à la répression de la guérilla palestinienne.** Cela montre clairement que ces deux plans sont de la même farine. Ce sont des pièges pour asservir les peuples arabes, visant tous deux à étrangler la juste lutte du peuple palestinien et à placer le problème du Moyen-Orient dans l'orbite de la domination mondiale des impérialistes américains et des révisionnistes soviétiques.

Les peuples arabes surveillent avec vigilance les complots criminels des impérialistes américains et des révisionnistes soviétiques. Les organisations des commandos palestiniens, dans une déclaration conjointe du 4 juillet, ont réaffirmé leur ferme position de rejeter la « solution politique » du problème du Moyen-Orient. Il est dit dans la déclaration que les réunions de grandes puissances et les sinistres manœuvres dans certains pays arabes qui s'ensuivirent ont prouvé que l'impérialisme et ses fantoches réactionnaires poursuivent secrètement leurs complots contre le peuple palestinien et les nations arabes. La déclaration exprime la détermination de déjouer tous les complots tramés par l'impérialisme et ses laquais et visant à étouffer le mouvement de résistance du peuple palestinien.

D'après l'Agence Chine Nouvelle.

(suite de la page 8).

légale, parlementaire. Donc, pas de parti révolutionnaire, mais un parti bourgeois émergea du 7e congrès et ce parti a aujourd'hui forgé l'unité avec la réaction mondiale en s'alliant avec la clique renégate de Dange et est devenu un parti hostile aux masses indiennes — un instrument pour réprimer la lutte de libération du peuple indien. Et encore, cette période a été le témoin d'une collaboration croissante entre l'impérialisme soviétique et américain pour la domination conjointe du monde. La dictature de la bourgeoisie a été établie en Union soviétique. En collusion avec l'impérialisme américain, la clique renégate révisionniste soviétique s'oppose à toute lutte de libération nationale dans le monde et a renforcé son emprise néo-colonialiste sur l'Inde. Malgré cela, la clique Ranadive ne se contente pas de chanter les louanges de l'Union soviétique comme « Etat socialiste » mais encore, fait des éloges bruyants de l'« aide » soviétique. Bien que le caractère de la grande bourgeoisie indienne soit essentiellement compradore et bureaucratique, la clique de Ranadive répand le mensonge qu'elle est indépendante et souveraine et essaie ainsi de faire de la lutte révolutionnaire de l'Inde un appendice de la bourgeoisie. En sous-estimant l'exploitation féodale des masses paysannes, elle minimise l'importance de la révolution agraire et cherche à guider les luttes paysannes dans la voie du compromis.

LES TACHES ACTUELLES

C'est pourquoi, la tache la plus importante d'aujourd'hui est d'édifier un parti communiste révolutionnaire armé du marxisme-léninisme, de la pensée-maotsétoung. Aujourd'hui, les étincelles de Naxalbari ont mis le feu à de nombreux Etats de l'Inde et s'étendront bientôt à toujours plus de nouvelles régions. Sans renverser les ennemis du peuple indien — l'impérialisme américain et le social-impérialisme soviétique, le capital compradore-bureaucratique et le féodalisme indien —, il ne peut y avoir de solution à aucun problème du peuple indien, les ténèbres qui règnent sur l'Inde ne pourront prendre fin, et l'Inde ne pourra avancer d'un pas dans la voie du progrès.

A propos de la tache de combat que la révolution affronte, la résolution indique que, tandis que ce parti révolutionnaire se forme en Inde, il faut garder à l'esprit la possibilité pour le parti indien de commettre des déviations de droite ou de « gauche », parce que le parti de la classe ouvrière indienne n'a jamais accordé auparavant une attention sérieuse au rôle de la paysannerie dans la révolution agraire.

Si les paysans pauvres et les paysans sans terre, qui constituent la majorité de la paysannerie, ferme alliée de la classe ouvrière, s'unissent avec les paysans moyens, alors la section la plus vaste du peuple indien sera unie et la révolution démocratique remportera inévitablement la victoire. C'est la responsabilité de la classe ouvrière en tant que dirigeante de la révolution de s'unir avec la paysannerie — force principale de la révolution — et d'avancer vers la prise du pouvoir par la lutte armée. C'est sur la base de l'alliance ouvriers-paysans qu'un front uni révolutionnaire de toutes les classes révolutionnaires sera édifié. En tant que parti de la classe ouvrière, le parti communiste doit prendre sur lui la responsabilité principale de l'organisation de la paysannerie et de l'avance vers la prise du pouvoir au moyen de la lutte armée.

Pour accomplir cette tache, le parti communiste révolutionnaire doit étudier la pensée du président Mao, car elle seule peut amener les masses paysannes dans le front révolutionnaire. Car la théorie du président Mao sur la guerre populaire constitue le seul moyen qui permet à une force révolutionnaire apparemment faible de livrer des luttes victorieuses contre un ennemi apparemment puissant, et remporter la victoire. La tactique fondamentale de la lutte de la paysannerie révolutionnaire dirigée par la classe ouvrière est la guerre de partisans. Nous devons garder à l'esprit l'enseignement du président Mao : « *faire essentiellement une guerre de partisans, sans se refuser à la guerre de mouvement lorsque les circonstances sont favorables.* » Notre tactique est, comme l'a indiqué le camarade Lin Piao, « vous combattez de votre manière et nous combattons de la nôtre, nous nous battons lorsque nous pouvons remporter la victoire, et nous nous retirons lorsque nous ne le pouvons pas. »

La tache du parti de la classe ouvrière consiste non seulement à maîtriser ces tactiques mais aussi à rallier toutes les autres classes révolutionnaires derrière le programme fondamental de la révolution agraire.

LA PLACE DE L'INDE

Les impérialistes américains et soviétiques utilisent l'Inde comme *base principale* pour exécuter leur stratégie visant à la domination conjointe du monde. L'Inde est également *le centre des conspirations* contre la Chine socialiste, base de la révolution mondiale, espoir des peuples exploités du monde entier, c'est pourquoi, ce n'est pas seulement le devoir patriotique du peuple indien d'accomplir la révolution indienne, c'est aussi son devoir internationaliste. La signification internationale de la révolution indienne est très grande.

Le grand Lénine pensait au jour où l'Inde révolutionnaire s'unirait avec la Chine révolutionnaire, entraînant ainsi l'effondrement du système impérialiste mondial.

C'est pourquoi, au moment de la formation du parti, les révolutionnaires indiens doivent prendre la résolution de s'unir avec le grand peuple de Chine et forger ainsi l'unité avec les luttes de libération des divers pays, d'établir un front uni révolutionnaire et de détruire l'impérialisme mondial et son principal complice, le révisionnisme moderne.

Le président Mao a lancé l'appel :

Peuples du monde, unissez-vous plus étroitement encore, lancez des attaques violentes et soutenues contre notre ennemi commun, l'impérialisme américain et contre ses complices !

Notre tâche est d'être prêts à répondre à cet appel

(1) *Il existe en Inde deux partis « communistes » révisionnistes : la clique de Dange et la clique de Ranadive-Namboodiripad (ce dernier étant au pouvoir dans le Kérala). Ce dernier parti s'intitule parti « communiste » (« marxiste »). Appuyé par Dange, ce parti est arrivé au pouvoir par la voie parlementaire, dans deux Etats, le Bengale occidental et le Kérala (Note de H.R.).*

Note : les intertitres et les mises en italique sont de la rédaction de H.R.

LISEZ LES PUBLICATIONS CHINOISES EN LANGUE FRANÇAISE :

— Vient de paraître : **LIN PIAO** : RAPPORT AU IXe CONGRES DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS ;
— **MAO TSE-TOUNG** : CITATIONS (« Le Petit Livre Rouge ») ;
— **ŒUVRES CHOISIES DE MAO TSE-TOUNG** : tomes I, II, III, IV, et Ecrits Militaires ;
— BROCHURES TIREES DES ŒUVRES CHOISIES DE **MAO TSE-TOUNG** ;
— et chaque semaine : **PEKIN-INFORMATION** (comprend les principaux articles de la presse chinoise et d'autres documents importants du mouvement communiste marxiste-léniniste international).

ET LES PUBLICATIONS ALBANAISES EN LANGUE FRANÇAISE :

— RAPPORT D'**ENVER HODJA** AU Ve CONGRES ;

— BROCHURES D'ANALYSES SUR LA SITUATION DES PAYS SOUS DOMINATION **REVISIONNISTE** ;

— BROCHURE TIREES DES ŒUVRES DE **STALINE** ; etc.

EN VENTE AU « **PHENIX** », **72, boulevardSébastopol, Paris-3e.**

Le gérant responsable : M. DURAND. Distribué par les N.M.P.P., 111, rue Réaumur, PARIS (2e). Commission Paritaire n° 47 291 des Papiers de Presse. Imprimerie N.P.P. - Paris (20e) Dépôt légal 3e trimestre

Vive le Parti Communiste Indien (Marxiste-Léniniste) !

Nous publions ici de larges extraits de la résolution politique du Parti Communiste Indien (marxiste-léniniste) adoptée à la session plénière du comité national de coordination des révolutionnaires communistes, qui a eu lieu du 19 au 22 avril 1969.

La scission complète d'avec les néo-révisionnistes, l'organisation autonome des révolutionnaires indiens dans un parti communiste basé sur la pensée de Mao-Tsé-toung est d'une importance capitale pour le développement de la révolution en Inde, une des pièces maîtresses de la zone des tempêtes révolutionnaires.

Nous affirmons que l'Inde est un pays semi-colonial et semi-féodal, que l'Etat Indien est l'Etat des grands propriétaires fonciers et des capitalistes bureaucratiques et compradores, que son gouvernement est un laquais de l'impérialisme américain et du social-impérialisme soviétique. L'abjecte dépendance de l'économie indienne sur l'« aide » des pays impérialistes, en particulier, sur celle de l'impérialisme américain et du révisionnisme soviétique, les milliers d'accords de collaboration, le pillage impérialiste de notre pays par un commerce inégal et l'« aide », la dépendance alimentaire totale en fonction du décret 480, etc., tout cela prouve le caractère semi-colonial de notre société.

La concentration croissante des terres aux mains d'une poignée de propriétaires, l'exportation de presque tout le surplus de la production de la paysannerie laborieuse sous forme de fermages, le manque de terres total de quelques 40 pour cent de la population rurale, le lourd fardeau de l'exploitation usuraire, la dépossession toujours plus nombreuse de la paysannerie pauvre, liée à une oppression brutale — y compris le lynchage des « intouchables », reminiscence de l'époque médiévale, l'état complètement arriéré de la technique de la production, tout cela montre clairement le caractère semi-féodal de notre société.

Le pillage du peuple indien par l'extraction de profits au taux le plus élevé, la concentration de la plupart des richesses de l'Inde dans les mains de 75 capitalistes compradores-bureaucratiques, l'utilisation du secteur d'Etat dans l'intérêt des monopoles étrangers et des grosses entreprises intérieures, la liberté des propriétaires fonciers à piller et exploiter sans frein la paysannerie avec l'aide de l'appareil d'Etat, tout cela prouve que l'Etat est dirigé par les gros propriétaires fonciers et les capitalistes compradores-bureaucratiques.

L'emprise politique, économique, culturelle et militaire de l'impérialisme américain et du social-impérialisme soviétique sur l'Etat indien, la mise de sa politique étrangère à la remorque de la stratégie globale américano-soviétique d'encerclement de la Chine socialiste et de la répression des luttes de libération nationale..., le soutien total du gouvernement indien aux provocations armées soviétiques contre la Chine, l'approbation tacite de l'agression soviétique contre la Tchécoslovaquie, ainsi que sa collaboration active avec les impérialistes américains contre la lutte de libération nationale du Vietnam, tout cela montre clairement que le gouvernement indien est un laquais de l'impérialisme américain et du révisionnisme soviétique.

L'ETAPE ACTUELLE DE LA REVOLUTION EN INDE

La révolution indienne à l'étape actuelle est la révolution démocratique de type nouveau — la révolution démocratique populaire. Son contenu principal est la révolution agraire, l'abolition du féodalisme à la campagne. Pour détruire le féodalisme, l'un des deux piliers principaux (l'autre étant le capitalisme compradore-bureaucratique) de l'impérialisme dans le pays, le peuple indien devra engager une lutte acharnée et prolongée contre l'impérialisme tant américain que soviétique.

(...) La situation révolutionnaire est excellente en Inde. Aujourd'hui, les classes dominantes sont enlisées dans une crise économique et politique plus grave qu'auparavant. Les contradictions entre l'impérialisme et le peuple, le féodalisme et les paysans, le capital et le travail, et entre les divers milieux des classes dominantes, s'aiguisent chaque jour davantage.

Partout en Inde, le peuple se lance dans des luttes ardues pour rejeter les quatre montagnes qui pèsent lourdement sur lui. Ces montagnes sont l'impérialisme américain, le social-impérialisme soviétique, le féodalisme et le capital compradore-bureaucratique.

Les luttes armées paysannes qui ont commencé à Naxalbari, s'étendent toujours à de nouvelles régions, dit la résolution. La résistance de notre peuple tant dans la campagne que dans les villes se développe rapidement et provoque un nouvel essor de la révolution agraire — principal contenu de la révolution démocratique.

Les classes réactionnaires au pouvoir recourent à la repression brutale pour repousser la marée montante des luttes populaires. Les classes dominantes s'arment tous les jours de divers pouvoirs législatifs draconiens pour briser la lutte des classes. Le chauvinisme national est suscité contre la Chine socialiste et le Pakistan voisin, pour tromper le peuple et pour réprimer sa lutte.

Dans la situation qui voit les luttes révolutionnaires se développer rapidement et les classes dominantes faire des efforts désespérés pour les réprimer, les révisionnistes se présentent comme les laquais de l'impérialisme et de la réaction intérieure. En présentant les prétendus gouvernements de « front uni » comme « organes de la lutte », en avançant le slogan de « secours au peuple », ils cherchent à créer des illusions parmi le peuple afin d'émousser sa conscience révolutionnaire et de l'écarter de la voie de la lutte révolutionnaire. Ces gouvernements de « front uni » sont en essence la réponse des classes dominantes réactionnaires au défi lancé par le peuple. Il ne fait aucun doute maintenant que ces laquais de la réaction extérieure et intérieure font de leur mieux pour refroidir l'esprit révolutionnaire de notre peuple laborieux en vue de sauver leurs maîtres de la fureur du peuple.

Le peuple indien a désormais son Parti d'avant-garde. Ci-contre manifestation de masse à Calcutta au mois d'avril dernier.

LA LUTTE ENTRE DEUX VOIES DANS LE PARTI COMMUNISTE INDIEN

L'histoire du Parti Communiste Indien est celle de la lutte entre la ligne de la lutte de classe et la ligne de collaboration de classe et de trahison, entre les rangs révolutionnaires prolétariens et la direction réactionnaire bourgeoise. Une évaluation de l'histoire du parti montrera que la direction a toujours agi en traître conscient à la cause révolutionnaire de notre peuple.

Avec la grande victoire de la guerre anti-fasciste, dans laquelle le peuple soviétique dirigé par Staline joua le rôle le plus remarquable, et la victoire glorieuse du peuple Chinois dirigé par le camarade Mao Tsé-toung sur l'impérialisme japonais, les puissances impérialistes fascistes ont rencontré leur destin, affaiblissant sévèrement l'impérialisme dans son ensemble. La victoire de retentissement mondial de la grande révolution chinoise sous la direction clairvoyante du camarade Mao Tsé-toung, a ouvert une brèche sur le front impérialiste en Orient, et la balance des forces mondiales en a changé. C'est pendant la guerre de résistance au Japon que la théorie du camarade Mao Tsé-toung sur la guerre populaire a été pleinement développée : elle a tracé une nouvelle voie. La voie que tous les peuples des pays coloniaux et semi-coloniaux comme l'Inde doivent suivre pour se libérer du joug de l'impérialisme et de la réaction intérieure. Une tempête de luttes révolutionnaires fait rage dans divers pays d'Asie où les peuples suivent la voie indiquée par le président Mao, la voie de la guerre révolutionnaire. La colère amassée du peuple indien trouve son expression dans une révolte étendue et héroïque contre la domination des impérialistes. Dirigée par la classe ouvrière, la paysannerie indienne s'est engagée dans la voie de la lutte armée. Les paysans de Punna Pravayalar se sont dressés pour résister aux forces armées réactionnaires. Les paysans de Telangana ont pris les armes contre la domination des seigneurs féodaux. Les paysans du Bengale ont déclenchés la lutte du Tebhaga (réduction des fermages) contre l'exploitation féodale. La lutte de la classe ouvrière a connu un essor dans tout le pays. La révolte s'est même étendue aux rangs de la police, de l'armée et de la marine. Mais la direction révisionniste a agi en laquais des impérialistes et des réactionnaires intérieurs, et trahi ces grandes luttes.

Il est dit dans la résolution que le deuxième congrès du Parti a été témoin de la révolte des rangs (de la base) contre la trahison sordide. La clique de Ranadive a utilisé cette révolte pour saisir la direction du Parti.

Le secrétariat du comité provincial d'Andhra qui dirigeait alors la lutte de Telangana, a indiqué à juste titre que la révolution indienne ne pourrait remporter la victoire qu'en suivant la voie tracée par la Chine, la voie de la guerre populaire. *La clique de Ranadive* s'est opposée à cette énonciation correcte du secrétariat d'Andhra et a adopté la théorie *trotskyste* de l'accomplissement simultané de la révolution démocratique et de la révolution socialiste. Ainsi, cette clique a détourné l'attention des rangs du Parti de la révolution agraire — tâche fondamentale de la révolution démocratique. Bien que la clique de Ranadive ait poursuivi cette politique erronée et de suicide, les révolutionnaires paysans de Telangana ne se sont par écartés de la voie de la lutte. Ils ont fait avancer cette lutte en adoptant la tactique de la guerre de partisans. Mais la même politique traîtresse a été restaurée par cette clique avec l'adoption du programme en 1951.

La résolution souligne que le programme et la ligne tactique de 1951 avaient été adoptés en considérant la grande bourgeoisie indienne comme ayant un double caractère. Par ce double caractère, il était entendu que la grande bourgeoisie indienne avait un rôle anti-impérialiste en même temps une tendance au compromis avec l'impérialisme. En d'autres termes, la grande bourgeoisie indienne était considérée comme bourgeoisie nationale. Ceci permit à la direction révisionniste de décrire l'Etat indien comme étant un Etat bourgeois indépendant. Tirant profit de cette théorie, *la clique de Dange* (1) adopta la ligne politique selon laquelle le féodalisme n'existe plus en Inde tandis que le capitalisme se serait développé dans l'agriculture. *Nehru* a été ainsi décrit comme le représentant de la bourgeoisie progressiste. La clique de Dange adopta une politique liquidationniste car elle estimait que le gouvernement démocratique national de l'Inde serait établi en formant une alliance avec la bourgeoisie. En même temps, elle prêchait que plus l'Inde recevait d'« aide » soviétique, plus la liberté de l'Inde était assurée. C'est-à-dire que l'« aide » soviétique aurait permis à l'Inde de sortir de l'orbite de la domination impérialiste. La direction révisionniste traîtresse du Parti Communiste Indien s'est opposée à tout type de lutte révolutionnaire. Elle a forcé les paysans révolutionnaires de Telangana à rendre les armes et a poignardé dans le dos les luttes des paysans partout en Inde ou ceux-ci se révoltaient.

Quand en 1962 le gouvernement indien lança une attaque contre les gardes-frontières Chinois, le rôle de traître de la clique de Dange fut clairement établi devant les rangs du Parti. Les membres du Parti se rebellèlent contre la clique renégate de Dange. Profitant de cette révolte, la clique de Ranadive saisit de nouveau la direction du Parti, comme en 1948. A peine le 7e congrès était-il terminé qu'il fut déclaré au nom du Politburo que le Parti n'entretenait aucune idée de lutte armée et qu'il poursuivrait la voie

(Suite page 7)

DERNIERE MINUTE : *NICE : NOUVELLE PROVOCATION POLICIERE*

Dimanche 6 juillet, huit camarades des Comités de Quartiers ont été arbitrairement arrêtés, alors qu'ils diffusaient l'*Humanité Rouge*, ainsi qu'un tract de soutien aux travailleurs en grève de chez Spada ; ils ont été emmenés au poste malgré leurs protestations.

Prétextes invoqués :

— absence de carte de colportage (*alors que l'on en a pas besoin quand on vend occasionnellement*),

— cris sous les arcades (*alors que la diffusion n'était pas commencée*),

— Interdiction de vente de journaux, selon un arrêté municipal ou préfectoral (*cette affirmation s'est avérée fausse et sans fondement après vérification*).

Comme les camarades faisaient remarquer qu'aucune « loi bourgeoise » ne leur permettait d'agir ainsi (loi de 1881 modifiée) ; ces derniers répliquèrent :

« On a nos raisons pour vous embarquer », « Le droit on le prend », « La loi, on s'en fout »...

Ceci prouve encore une fois que la bourgeoisie n'hésite pas à bousculer sa propre légalité quand elle constitue un frein à son action répressive.

Cette manière d'agir rentre dans le cadre de ce que nous appelons *« Le processus de fascisation »*.

Nous ne nous laisserons pas intimider par tous ces laquais de la bourgeoisie ; qu'ils soient flics, C.D.R., révisos, et autres fascistes...

Car si ces « messieurs » veulent nous chasser des places, des marchés et des portes d'usines, c'est simplement parce qu'ils craignent comme la peste, la liaison des marxistes-léninistes avec les masses populaires.

Plus vous provoquez, menacez, insultez, tabassez les militants, plus nous sommes déterminés à vous combattre et à vous dénoncer devant les masses populaires, jusqu'au jour où ces dernières vous jugerons : *leur jugement sera impitoyable.*

C.D.H.R. de Nice.